



Canada Development
Investment Corporation

La Corporation de développement
des investissements du Canada

Rapport du troisième trimestre
30 septembre 2022



Canada Development
Investment Corporation

La Corporation de développement
des investissements du Canada

Table des matières

Déclaration de la responsabilité de la direction par de hauts fonctionnaires	1
Rapport de gestion	2
États financiers consolidés résumés intermédiaires de la Corporation de développement des investissements du Canada au 30 septembre 2022	9

Adresse de la Corporation

1240, rue Bay, bureau 302
Toronto (Ontario) M5R 2A7

Téléphone : (416) 966-2221
Télécopieur : (416) 966-5485
Site Web : www.cdev.gc.ca

Déclaration de la responsabilité de la direction par de hauts fonctionnaires

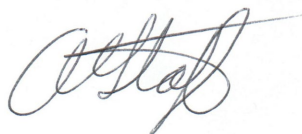
La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires conformément à l'IAS 34 *Information financière intermédiaire*, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires pour permettre la préparation d'états financiers consolidés résumés intermédiaires exempts d'anomalies significatives. La direction veille aussi à ce que tous les autres renseignements fournis dans le présent rapport financier trimestriel concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers consolidés résumés intermédiaires.

À ma connaissance, les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, de la performance financière et des flux de trésorerie de la Corporation, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers consolidés résumés intermédiaires.

La publication des états financiers consolidés résumés intermédiaires a été autorisée par le conseil d'administration le 17 novembre 2022.



Elizabeth A. Wademan
Présidente et chef de la direction



Andrew G. Staf, CPA, CA
Chef des finances

Toronto (Ontario)
Le 17 novembre 2022

Rapport de gestion de la période close le 30 septembre 2022

Les communications publiques de la Corporation de développement des investissements du Canada (la « CDEV »), y compris le présent rapport trimestriel, peuvent comprendre des énoncés prospectifs qui renferment les attentes de la direction à l'égard des objectifs, des stratégies, des perspectives, des plans, des prévisions, des estimations et des intentions de la CDEV.

En raison de leur nature, les énoncés prospectifs reposent sur divers facteurs et hypothèses et comportent des risques et incertitudes, tant de nature générale que spécifique. Ainsi, les pronostics, prévisions, projections et autres éléments des énoncés prospectifs pourraient ne pas se réaliser. Les résultats réels pourraient différer sensiblement des attentes actuelles de la CDEV en raison d'un certain nombre de risques, d'incertitudes et d'autres facteurs.

Le présent rapport de gestion est en date du 30 septembre 2022 et doit être lu en parallèle avec les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités de la CDEV pour la période close le 30 septembre 2022 et avec le rapport annuel de la CDEV pour l'exercice clos le 31 décembre 2021.

Vue d'ensemble de la CDEV

La CDEV est une société de la Couronne fédérale qui a été constituée en 1982 afin de fournir un organe commercial aux placements en titres de capitaux propres du gouvernement et de gérer le portefeuille commercial du gouvernement. La CDEV a pour principal objectif d'exercer ses activités dans l'intérêt du Canada, dans une perspective commerciale. Outre certaines activités qui lui sont propres, la Corporation a la responsabilité de quatre filiales entièrement détenues et consolidées, soit la Société de gestion Canada Hibernia (la « SGCH »), Canada Eldor Inc. (« CEI »), Financière TMP Canada Ltée (« Financière TMP ») et sa filiale la Corporation Trans Mountain (la « CTM »). La SGCH détient et gère les participations du gouvernement fédéral dans le projet de développement Hibernia (le « projet Hibernia »). CEI n'exerce aucune activité, mais elle est responsable de la prise en charge des obligations découlant principalement d'un accord d'achat et de vente conclu avec Cameco Inc. en 1988. Financière TMP a pour principale responsabilité de fournir du financement à CTM. CTM a pour mandat d'exploiter le pipeline Trans Mountain existant et de mener à terme le projet d'agrandissement du réseau de pipelines Trans Mountain (le « PARTM ») dans les délais prévus et de façon commercialement viable. En août 2020, la CDEV a reçu de la part des propriétaires du projet Hibernia des paiements au titre de la participation au bénéfice net (la « PBN ») après avoir conclu un protocole d'entente avec Ressources naturelles du Canada.

Le 11 mai 2020, la CDEV a constitué une nouvelle filiale, la Corporation de financement d'urgence d'entreprises du Canada (la « CFUEC »), qui contribue à la mise en œuvre du programme Crédit d'urgence pour les grands employeurs (le « CUGE »), conçu pour fournir des crédits-relais aux grands employeurs canadiens. Les résultats financiers de la CFUEC n'ont pas été inclus dans les résultats consolidés de la CDEV, comme il est expliqué à la note 4 c) afférente aux états financiers consolidés pour le 31 décembre 2021. Le rapport financier de la CFUEC pour la période close le 30 septembre 2022 peut être consulté à l'adresse www.ceefc-cfuec.ca.

La Corporation de développement des investissements du Canada

La direction de la CDEV collabore étroitement avec le conseil d'administration et la direction de CTM afin de poursuivre le développement du PARTM. Cela comprend l'établissement de procédures pour suivre la progression du PARTM, l'obtention du financement nécessaire pour CTM et la production de renseignements financiers d'importance.

Rapport de gestion de la période close le 30 septembre 2022 (suite)

Au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2022, la CDEV a reçu de la part des propriétaires du projet Hibernia des paiements de 265 millions de dollars au titre de la PBN, dont 25 millions de dollars ont été versés par la SGCH, puis éliminés lors de la consolidation. Les paiements reçus sont comptabilisés à titre d'augmentation de 240 millions de dollars de la réserve au titre de la PBN, avant versements d'un dividende de 50 millions de dollars au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2022. Des paiements ont été versés aux propriétaires du projet Hibernia au cours de la période pour rembourser les trop-perçus de 6 millions de dollars.

Nous avons versé des dividendes de 123 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2022. Ces dividendes étaient financés par les dividendes de 58 millions de dollars reçus de la SGCH, les 15 millions de dollars se rapportant à la PBN versée par la SGCH et les 50 millions de dollars reçus au titre de la PBN. Nous conservons suffisamment de trésorerie et d'équivalents de trésorerie et de placements à court terme pour être en mesure d'entreprendre des activités futures et de financer les éventualités.

Corporation Trans Mountain

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2022, CTM a généré des produits des activités ordinaires de 499 millions de dollars et un bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (« BAIIA ») de 294 millions de dollars. Pour la période correspondante, CTM avait généré des produits des activités ordinaires de 349 millions de dollars et un BAIIA de 164 millions de dollars. Selon les PCGR des États-Unis que CTM continue d'appliquer, les produits des activités ordinaires et le BAIIA se sont respectivement établis à 343 millions de dollars et à 134 millions de dollars, contre 323 millions de dollars et 137 millions de dollars pour la période correspondante. Pour un complément d'information à ce sujet, se reporter à la note 19 des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

Pour la période de neuf mois considérée, CTM a dépensé environ 6,3 milliards de dollars pour le PARTM, compte non tenu des coûts de financement, en plus du montant de 9,3 milliards de dollars engagé jusqu'en décembre 2021 sous la propriété de la CDEV. Les dépenses d'investissement pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2022 ont augmenté de façon importante par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison de l'intensification des activités de construction relatives au PARTM. La construction du projet est achevée à environ 70 %, les installations étant achevées à environ 85 % et les conduits sur une longueur de plus de 550 km étant installés dans le sol à la fin du troisième trimestre. Le pipeline Trans Mountain a fonctionné à capacité maximale pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2022 et 2021, les nominations ayant été échelonnées tout au long de ces périodes.

Pour obtenir plus de précisions, veuillez consulter le rapport financier de CTM pour le troisième trimestre de 2022 à l'adresse www.transmountain.com.

Financière TMP Canada Ltée

Financière TMP est la société mère de CTM et de ses entités. Jusqu'au mois d'avril 2022, Financière TMP consentait du financement à CTM selon un ratio de 45 % de capitaux propres et de 55 % d'emprunts. Pour financer ces avances, Financière TMP a emprunté auprès du Compte du Canada géré par Exportation et développement Canada (« EDC »). Certaines obligations financières de CTM sont remplies par Financière TMP pour CTM par l'intermédiaire d'une facilité de crédit inutilisée auprès du Compte du Canada. Le 30 septembre 2022, la limite disponible aux termes de la facilité de construction était de néant de dollars et l'encours aux termes de cette facilité s'élevait à 11,1 milliards de dollars après le remboursement indiqué ci-après.

Le 25 avril 2022, le statut de CTM a changé pour celui de société d'État non mandataire, qui permettra à la CTM d'emprunter auprès de parties autres que sa société mère, Financière TMP. Le 29 avril 2022, CTM a conclu une facilité renouvelable non garantie de premier rang d'un an pour un montant de 10,0 milliards de dollars auprès d'un consortium de prêteurs (la « facilité consortiale »). La facilité consortiale est assortie d'une option de prolongation de six mois et d'une garantie fournie par le gouvernement du Canada. Conformément aux modifications de la convention de facilité de crédit de construction de la Corporation conclue avec le Compte du Canada, géré par EDC, après avoir reçu du financement externe, la Corporation a remboursé toutes les avances qu'EDC a versées à TMP après le 18 février 2022, soit un montant de 1,6 milliard de dollars, y compris les intérêts, le 2 mai 2022. Un montant de 875 millions de dollars a été prélevé entre le 18 février 2022 et le 31 mars 2022, alors que le montant restant de 720 millions de dollars a été prélevé après le 31 mars 2022. Après une modification des facilités de crédit, aucun autre paiement sur les emprunts dans le Compte du Canada n'est exigible avant l'échéance.

Au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2022, la charge d'intérêts brute sur tous les emprunts s'est chiffrée à 588 millions de dollars, y compris la commission de garantie, dont une tranche de 502 millions de dollars a été incorporée et ajoutée au coût du projet, et sera amortie sur la durée d'utilité du pipeline.

Société de gestion Canada Hibernia

Le bénéfice après impôt de la SGCH, respectivement de 29 millions de dollars et de 97 millions de dollars pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2022, est plus élevé que celui de 16 millions de dollars et de 48 millions de dollars comptabilisé pour les périodes correspondantes, en raison essentiellement d'une augmentation des produits nets tirés du pétrole brut et d'une diminution des charges d'épuisement et d'amortissement, en partie contrebalancées par une augmentation des charges d'exploitation et de l'impôt sur le résultat.

Les produits nets tirés du pétrole brut, qui correspondent aux ventes de pétrole brut déduction faite des redevances et de la participation au bénéfice net (la « PBN »), ont progressé de 43 %, pour s'établir à 163 millions de dollars pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2022, comparativement à 113 millions de dollars pour la période correspondante, hausse qui s'explique par une augmentation de 70 % du prix réalisé sur les ventes de pétrole brut en dollars canadiens, en partie contrebalancée par une diminution de 11 % des volumes des ventes et un accroissement de la charge liée aux redevances et de la charge liée à la PBN. Les produits nets tirés du pétrole brut ont augmenté de 51 % pour s'établir à 51 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 septembre 2022, par rapport à 34 millions de dollars pour la période correspondante, en raison d'une augmentation de 53 % du prix réalisé sur les ventes en dollars canadiens et d'une hausse de 3 % du volume des ventes, en partie annulées par une augmentation des redevances et de la PBN. (À la consolidation, les produits nets tirés du pétrole brut pour les neuf premiers mois de 2022 s'établissaient à 186 millions de dollars (123 millions de dollars en 2021) en raison de l'élimination des paiements au titre de la PBN versés à la CDEV.)

Les volumes des ventes ont augmenté de 3 % au troisième trimestre pour s'établir à 0,59 million de barils de pétrole pour le trimestre clos le 30 septembre 2022 en raison d'un prélèvement sur les stocks, comparativement à une constitution de stocks au troisième trimestre de 2021, lié au calendrier des ventes de fret. Les volumes des ventes ont diminué de 11 % au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2022, en raison d'une baisse de 22 % des volumes de production nets de la SGCH, en partie contrebalancée par un prélèvement sur les stocks lié au calendrier des ventes de fret. Le volume de production brut moyen des champs s'est établi à 59 990 barils par jour au troisième trimestre de 2022 et à 80 000 barils par jour au cours des neuf premiers mois de 2022, ce qui représente une baisse de 40 % et de 24 % respectivement par rapport aux périodes correspondantes, en raison surtout de l'augmentation des interruptions associées aux travaux de révision prévus sur la plateforme et des baisses naturelles de production.

Rapport de gestion de la période close le 30 septembre 2022 (suite)

La SGCH vend son pétrole en fonction du cours de référence du pétrole brut Brent daté, en dollars américains. Le cours moyen du pétrole brut Brent daté a augmenté de 37 % pour s'établir en moyenne à 100,97 \$ US le baril au troisième trimestre de 2022, contre 73,46 \$ US le baril au troisième trimestre de 2021, et a augmenté de 56 % depuis le début de l'exercice 2022 pour s'établir à 105,42 \$ US le baril, contre 67,76 \$ US le baril pour la période correspondante. En dollars canadiens, le prix du pétrole réalisé moyen de la SGCH depuis le début de l'exercice a augmenté de 53 % pour s'établir à 141,98 \$ le baril et de 70 % pour s'établir à 140,96 \$ le baril au troisième trimestre de 2022 et depuis le début de l'exercice 2022, respectivement, par rapport aux périodes correspondantes de 2021, en raison de l'augmentation du Brent daté combinée à l'amélioration des écarts de prix par rapport au Brent daté moyen. Le dollar canadien a diminué par rapport au dollar américain au cours des périodes de l'exercice 2022, ce qui a eu une incidence favorable sur les prix réalisés en dollar canadien.

Les dépenses d'investissement liées aux forages et aux installations ont atteint 7 millions de dollars au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2022 et ont été affectées essentiellement aux mises à niveau de l'équipement et à la remobilisation liée aux forages.

Canada Eldor Inc.

Aucun changement important n'a été apporté à la gestion des passifs de CEI. CEI continue de payer les coûts liés au démantèlement des biens d'un ancien site minier en Saskatchewan et les prestations de retraite d'anciens employés. Un plan a été mis en œuvre afin de permettre le transfert du reste des biens miniers au programme de surveillance institutionnelle d'ici trois ans. Au cours des trois premiers trimestres de 2022, les dépenses affectées aux activités de remise en état des sites se sont élevées à 0,7 million de dollars, et aucun changement important n'a été apporté pour la période à l'estimation du coût de remise en état des sites. CEI dispose d'un montant totalisant 12 millions de dollars sous forme de trésorerie, d'équivalents de trésorerie et de fonds de revenus consolidés qui lui permet d'acquitter ses passifs estimés totalisant 5 millions de dollars.

Corporation de financement d'urgence d'entreprises du Canada

Depuis mars 2020, la direction de la CDEV a contribué à la mise en œuvre du programme de CUGE au nom du gouvernement par l'intermédiaire de la CFUEC, notamment en retenant les services de conseillers juridiques et financiers. Veuillez consulter le rapport annuel de 2021 et le rapport du troisième trimestre de 2022 de la CFUEC, à l'adresse www.ceefc-cfuec.ca, pour obtenir plus de renseignements sur la CFUEC.

Les résultats de la CFUEC ne sont pas consolidés avec ceux de la CDEV puisque cette dernière n'est pas réputée avoir le contrôle de la CFUEC selon les critères établis par IFRS 10. La CFUEC prépare ses états financiers conformément aux normes comptables du secteur public. Les coûts engagés par la CDEV en lien avec la mise en œuvre du programme de CUGE ont été recouverts auprès de la CFUEC. Pour obtenir des précisions sur les résultats financiers et les résultats d'exploitation de la CFUEC, se reporter au rapport annuel de la CFUEC, à l'adresse www.ceefc-cfuec.ca.

Le tableau ci-après présente les principaux résultats financiers de la CFUEC.

(en millions de dollars)	2020	2021	Cumul depuis le début de l'exercice 2022	Total jusqu'au 30 septembre 2022
Engagements de prêt conclus	320	7 108	43	7 471
Prêts financés	110	2 588	405	3 103
Participations en titres de capitaux propres ¹⁾	-	500	-	500
Remboursement du capital de l'emprunt	-	380	35	415
Actions privilégiées émises	200	2 890	-	3 090

¹⁾ Dans le cadre de l'accord de financement conclu avec Air Canada, la CFUEC a acheté pour 500 millions de dollars d'actions à droit de vote de catégorie B d'Air Canada.

Analyse de l'environnement commercial externe

La gestion continue de nos actifs et de nos participations reposera sur la conjoncture du marché et le contexte économique en général, ainsi que sur des facteurs propres à l'entreprise ou au placement sous-jacent. Aucune modification importante n'a été décelée depuis le 31 décembre 2021, comme l'indique le rapport annuel de 2021. Un certain degré d'incertitude persiste quant à l'évolution de la conjoncture économique en raison de l'écllosion de la COVID-19 à l'échelle mondiale et de l'invasion de l'Ukraine par la Russie.

Risques et éventualités

Étant donné la nature des activités de la CDEV, la pandémie de COVID-19 ne devrait pas avoir une incidence importante sur les résultats financiers de la CDEV. L'invasion de l'Ukraine par la Russie a entraîné une forte volatilité des prix de référence du pétrole brut.

Financière TMP a emprunté plus de 15 milliards de dollars, ce qui crée un risque financier pour la CDEV. Comme les prêts ont été consentis par le gouvernement, ce risque est considéré comme faible. À la clôture de l'exercice 2021, il existait un risque de refinancement, car CTM ne disposait pas d'un financement établi alors que le PARTM amorçait une période de construction très occupée. Comme il est indiqué dans les états financiers consolidés résumés intermédiaires de la période close le 30 septembre 2022, CTM a obtenu le financement externe nécessaire en avril 2022. L'achèvement du PARTM nécessitera d'importantes dépenses d'investissement, et CTM aura besoin d'un financement continu pour mener à bien le PARTM. La capacité de CTM d'assurer le service de la dette actuelle et future pourrait être tributaire de plusieurs facteurs, dont sa performance financière et d'exploitation future, l'exécution du PARTM, la conjoncture économique en général ainsi que des facteurs d'ordre financier et réglementaire et d'autres facteurs, dont bon nombre ne sont pas directement du ressort de CTM. Lorsque le PARTM sera mis en service, les flux de trésorerie d'exploitation de CTM s'amélioreront, tout comme sa capacité à assurer le service de la dette.

Bien que la CFUEC soit exposée à un risque de crédit important en raison des pertes de crédit éventuelles sur les prêts consentis aux emprunteurs, l'exposition maximale de la CDEV correspond à la valeur de son placement en actions ordinaires de la CFUEC, soit 1 \$.

Les autres risques et éventualités décrits dans le rapport annuel de 2021 n'ont pas changé.

États financiers pour la période close le 30 septembre 2022

Les états financiers consolidés résumés intermédiaires pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2022, avec chiffres comparatifs de 2021, ont été établis conformément aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS ») applicables aux périodes intermédiaires, notamment l'IAS 34 *Information financière intermédiaire*. Comme il est précisé à la note 2 des états financiers consolidés au 31 décembre 2021, il existait un doute important quant à la capacité de la Corporation de poursuivre son exploitation. Le problème de la continuité de l'exploitation a été éliminé pour les états financiers consolidés résumés intermédiaires du premier trimestre de 2022, car CTM a obtenu du financement externe pour permettre à la Corporation d'assurer le service de sa dette existante et de financer les dépenses d'investissement futures nécessaires pour achever le PARTM.

CTM établit ses états financiers conformément aux PCGR des États-Unis. Pour consulter les états financiers de CTM pour le troisième trimestre de 2022 selon les PCGR des États-Unis, visitez le www.transmountain.com. La note 19 des états financiers consolidés de la CDEV présente les résultats financiers de CTM selon les PCGR des États-Unis, les ajustements apportés aux états financiers pour convertir ces résultats en IFRS ainsi que les résultats financiers de CTM en IFRS, après consolidation avec ceux de la CDEV. Les principales différences de traitement comptable sont décrites à la note 19.

Rapport de gestion de la période close le 30 septembre 2022 (suite)

Les produits consolidés pour le trimestre clos le 30 septembre 2022 se sont établis à 240 millions de dollars, comparativement à des produits de 166 millions de dollars pour la période correspondante. Cette hausse s'explique en grande partie par une augmentation de 54 millions de dollars des produits tirés du transport et une augmentation de 20 millions de dollars des produits nets tirés du pétrole brut. L'augmentation des produits tirés du transport est principalement attribuable au renouvellement des contrats d'achat ferme 50, qui prévoyaient des primes plus élevées au titre de la capacité ferme. En outre, les tarifs ont été globalement plus élevés qu'à l'exercice précédent. Les produits du pipeline Puget ont augmenté de 3,2 millions de dollars en raison de la hausse de son débit et de la vigueur du dollar américain. Les produits nets tirés du pétrole brut ont augmenté pour s'établir à 58 millions de dollars, comparativement à 38 millions de dollars pour la période correspondante, en raison d'une hausse de 53 % du prix réalisé du pétrole accompagnée d'une augmentation de 3 % des volumes des ventes, partiellement contrebalancées par une hausse des charges liées aux redevances.

Le total des charges pour le trimestre, compte non tenu des charges financières, s'est établi à 121 millions de dollars, comparativement à 105 millions de dollars pour la période correspondante. La hausse est essentiellement attribuable à des augmentations de 4 millions de dollars des charges d'exploitation, de transport et de commercialisation liées au pétrole brut, de 4 millions de dollars des coûts d'exploitation liés au pipeline, de 3 millions de dollars des salaires et des avantages du personnel en raison d'embauches associées aux activités futures du PARTM et de la hausse des honoraires professionnels, facteurs en partie contrebalancés par une baisse des charges d'épuisement et d'amortissement de 3 millions de dollars.

La charge d'intérêts de 39 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 septembre 2022 a diminué par rapport à celle de 42 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Bien que la charge d'intérêts brute ait augmenté pour la période, la hausse a été compensée par une légère augmentation des intérêts incorporés.

Nous avons comptabilisé un bénéfice net avant impôt sur le résultat de 87 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 septembre 2022, comparativement à 20 millions de dollars pour la période correspondante, en raison essentiellement d'une augmentation du résultat d'exploitation pour la SGCH et pour CTM.

La charge d'impôts de 31 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 septembre 2022 a augmenté de 15 millions de dollars par rapport à la période correspondante, en raison de la hausse du bénéfice avant impôt pour la SGCH et pour CTM.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie ont augmenté pour s'établir à 629 millions de dollars au 30 septembre 2022, comparativement à 331 millions de dollars au 31 décembre 2021, en raison surtout de l'augmentation des emprunts nets par CTM de 3,8 milliards de dollars au cours de la période et des flux de trésorerie d'exploitation de 565 millions de dollars essentiellement générés par la SGCH et par CTM, contrebalancés par les dépenses d'investissement de 4 milliards de dollars liées aux immobilisations corporelles se rapportant principalement au PARTM et le versement de dividendes de 123 millions de dollars.

Les immobilisations corporelles, qui s'établissent à 21,2 milliards de dollars, se sont accrues de 6,7 milliards de dollars depuis la clôture de l'exercice, surtout du fait des dépenses d'investissement de 6,7 milliards de dollars, y compris les intérêts inscrits à l'actif, se rapportant principalement au PARTM, déduction faite de l'épuisement et de l'amortissement de 96 millions de dollars.

Les autres actifs non courants de 431 millions de dollars ont augmenté de 128 millions de dollars au 30 septembre 2022 par rapport à la clôture de l'exercice, principalement en raison de la perception des droits prélevés sur les chargements de produits pétroliers en vrac liés au PARTM, qui sont payés trimestriellement à la Société d'intervention maritime de l'ouest du Canada et qui sont recouvrables auprès

Rapport de gestion de la période close le 30 septembre 2022 (suite)

des expéditeurs du PARTM au moment de la mise en service, et d'une augmentation des actifs des régimes de retraite.

Les dettes fournisseurs et autres créditeurs de 1 190 millions de dollars ont augmenté de 284 millions de dollars depuis le 31 décembre 2021, du fait essentiellement d'une augmentation des dépenses d'investissement de CTM.

Le total des emprunts a augmenté, passant de 14,2 milliards de dollars à la fin de l'exercice à 20,6 milliards de dollars, en raison des prélèvements sur les emprunts de 7,6 milliards de dollars effectués par CTM, déduction faite des remboursements de 1,6 milliard de dollars sur la facilité de crédit de construction, majorés des intérêts de 359 millions de dollars payés en nature et ajoutés au solde du prêt à la construction.

États financiers consolidés résumés intermédiaires de

**LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT
DES INVESTISSEMENTS DU CANADA**

Trimestre et période de neuf mois clos le 30 septembre 2022

(non audité)

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

État consolidé résumé intermédiaire de la situation financière

(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)

	30 septembre 2022	31 décembre 2021
Actifs		
Actifs courants :		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	628 616 \$	330 545 \$
Clients et autres débiteurs (note 17)	115 141	105 549
Autres actifs courants	32 564	23 993
Placements détenus au titre d'obligations futures	1 526	2 006
	<u>777 847</u>	<u>462 093</u>
Actifs non courants :		
Immobilisations corporelles (note 5)	21 240 236	14 515 029
Goodwill (note 7)	1 015 862	1 015 862
Placements détenus au titre d'obligations futures	148 433	146 519
Trésorerie soumise à restrictions (note 4)	88 246	81 261
Placements soumis à restrictions	89 543	96 263
Actifs au titre de droits d'utilisation (note 6)	89 158	124 582
Autres actifs	431 009	292 942
	<u>23 102 487</u>	<u>16 272 458</u>
	<u>23 880 334 \$</u>	<u>16 734 551 \$</u>
Passifs et capitaux propres		
Passifs courants :		
Fournisseurs et autres créditeurs	1 189 560 \$	906 235 \$
Partie courante des emprunts (note 10)	4 848 656	-
Partie courante des obligations locatives (note 6)	43 928	66 803
Intérêts à payer	10 674	-
Impôt à payer	4 196	1 276
Partie courante de la provision au titre des obligations de démantèlement (notes 9 a) et b))	2 537	1 285
Partie courante de la provision au titre de la remise en état d'un site (note 9 c))	1 390	1 879
Autres passifs courants (note 8)	84 742	90 334
	<u>6 185 683</u>	<u>1 067 812</u>
Passifs non courants :		
Emprunts (note 10)	15 754 305	14 246 000
Intérêts à payer sur la dette à long terme	214 490	-
Impôt sur le résultat différé	603 698	540 619
Provision au titre des obligations de démantèlement (notes 9 a) et b))	563 672	596 552
Obligations locatives (note 6)	63 328	71 637
Provision au titre de la remise en état d'un site (note 9 c))	2 961	4 208
Obligation au titre des prestations définies	47 832	75 405
Autres passifs non courants	45 036	56 449
	<u>17 295 322</u>	<u>15 590 870</u>
Capitaux propres :		
Capital social	1	1
Surplus d'apport	603 294	603 294
Réserve au titre de la PBN (note 11)	203 512	19 455
Déficit accumulé	(463 685)	(549 733)
Cumul des autres éléments du résultat global	56 207	2 852
	<u>399 329</u>	<u>75 869</u>
	<u>23 880 334 \$</u>	<u>16 734 551 \$</u>

Engagements (note 15)

Éventualités (note 16)

Événement postérieur à la date de clôture (note 21)

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires.

Au nom du Conseil : , administrateur , administrateur

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

État consolidé résumé intermédiaire du résultat global

(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2022	2021	2022	2021
Produits :				
Produits tirés du transport (note 14)	164 555 \$	111 001 \$	446 165 \$	299 203 \$
Produits nets tirés du pétrole brut (note 13)	58 200	38 050	185 920	123 286
Revenus locatifs (note 14)	16 293	15 857	50 192	47 762
Autres produits	832	971	6 542	2 447
	239 880	165 879	688 819	472 698
Autres produits :				
Frais d'utilisation des installations et frais de traitement	335	436	1 325	798
Profits de change	4 321	1 108	7 737	2 302
	244 536	167 423	697 881	475 798
Charges :				
Épuisement et amortissement (notes 5 et 6)	31 966	34 466	95 913	107 002
Charges d'exploitation du pipeline (note 14)	50 243	40 383	132 054	121 239
Exploitation, transport et commercialisation du pétrole brut (note 13)	8 333	4 683	21 433	17 885
Salaires et avantages du personnel	24 082	21 072	74 126	64 496
Honoraires professionnels	5 639	4 181	12 653	8 646
Pertes de change	875	155	2 894	2 021
Variation de la provision au titre de la remise en état d'un site (note 9)	(646)	211	(717)	180
Autres charges administratives	1 006	(94)	(539)	510
	121 498	105 057	337 817	321 979
Charges financières (produits financiers) :				
Charge d'intérêts (note 10)	39 018	41 534	117 995	127 035
Produit d'intérêts	(6 703)	(1 804)	(12 260)	(5 230)
Désactualisation des obligations de démantèlement (notes 9 a) et 9 b))	4 084	2 894	10 502	7 986
Désactualisation de la provision au titre de la remise en état d'un site (note 9 c))	11	3	33	9
	36 410	42 627	116 270	129 800
Bénéfice net avant impôt sur le résultat	86 628	19 739	243 794	24 019
Impôt sur le résultat :				
Exigible	11 016	5 578	33 690	20 587
Différé	19 928	10 071	51 056	19 140
	30 944	15 649	84 746	39 727
Bénéfice net (perte nette)	55 684 \$	4 090 \$	159 048 \$	(15 708) \$
Autres éléments du résultat global :				
<i>Éléments pouvant être reclassés ultérieurement en résultat net</i>				
Écart de conversion	15 028	8 257	18 760	380
<i>Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net</i>				
Réévaluations des obligations au titre des prestations définies	(6 116)	-	34 595	20 023
	8 912	8 257	53 355	20 403
Résultat global	64 596 \$	12 347 \$	212 403 \$	4 695 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires.

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

État consolidé résumé intermédiaire des variations des capitaux propres
(non audité)
(en milliers de dollars canadiens)

	Trimestres clos les		Périodes de neuf mois closes les	
	30 septembre	2021	30 septembre	2021
	2022	2021	2022	2021
Capital social				
Solde à l'ouverture et à la clôture de la période	1 \$	1 \$	1 \$	1 \$
Surplus d'apport				
Solde à l'ouverture et à la clôture de la période	603 294	603 294	603 294	603 294
Réserve au titre de la participation au bénéfice net				
Solde à l'ouverture de la période	117 306	37 636	19 455	11 832
Provision au titre de la PBN – ajout pour la période	-	-	(5 869)	(5 218)
PBN reçue	86 206	58 269	239 926	157 291
Dividendes	-	-	(50 000)	(68 000)
Solde à la clôture de la période	203 512	95 905	203 512	95 905
Déficit accumulé				
Solde à l'ouverture de la période	(519 369)	(480 151)	(549 733)	(414 353)
Bénéfice net (perte nette)	55 684	4 090	159 048	(15 708)
Dividendes	-	-	(73 000)	(46 000)
Solde à la clôture de la période	(463 685)	(476 061)	(463 685)	(476 061)
Cumul des autres éléments du résultat global				
Solde à l'ouverture de la période	47 295	(11 039)	2 852	(23 185)
Autres éléments du résultat global	8 912	8 257	53 355	20 403
Solde à la clôture de la période	56 207	(2 782)	56 207	(2 782)
Total des capitaux propres	399 329 \$	220 357 \$	399 329 \$	220 357 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires.

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Tableau consolidé résumé intermédiaire des flux de trésorerie
(non audité)
(en milliers de dollars canadiens)

	Trimestres clos les		Périodes de neuf mois closes les	
	2022	2021	2022	2021
	30 septembre		30 septembre	
	Note 20		Note 20	
Flux de trésorerie liés aux activités suivantes				
Activités d'exploitation :				
Bénéfice net (perte nette)	55 684 \$	4 090 \$	159 048 \$	(15 708) \$
Ajustements pour tenir compte de ce qui suit :				
Épuisement et amortissement	31 966	34 466	95 913	107 002
Perte (profit) sur actifs	727	(4)	(321)	16
Charge d'impôt sur le résultat	30 944	15 649	84 746	39 727
Produit d'intérêts	(6 703)	(1 804)	(12 260)	(5 230)
Variation nette des prestations définies	2 007	1 432	3 941	3 694
Charge d'intérêts liée aux contrats de location	(542)	466	1 421	1 242
Variation de la provision au titre de la remise en état d'un site	(647)	211	(717)	180
Désactualisation des provisions	4 095	2 897	10 535	7 995
Païement au titre des obligations locatives, portion en intérêts	542	(1 666)	(1 421)	(5 697)
Intérêts reçus	6 703	1 804	12 260	5 230
Provisions réglées	(480)	(309)	(1 304)	(639)
Impôt sur le résultat payé	(16 974)	(8 466)	(30 725)	(20 676)
	107 322	48 766	321 116	117 136
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement (note 12)	(271 634)	159 335	65 272	111 103
	(164 312)	208 101	386 388	228 239
Activités de financement :				
Produit des emprunts	2 250 000	1 423 000	7 594 000	3 628 000
Remboursement de dette	-	-	(1 595 000)	-
Coût d'émission de titres d'emprunt	(460)	-	(2 253)	-
Dividendes payés	-	-	(123 000)	(114 000)
PBN reçue	86 206	58 269	239 926	157 291
Remboursements versés au titre de la PBN	-	-	(5 869)	(44 218)
Païement au titre des obligations locatives, portion en capital	(14 724)	(13 763)	(45 208)	(44 691)
	2 321 022	1 467 506	6 062 596	3 582 382
Activités d'investissement :				
Acquisition d'immobilisations corporelles	(2 111 414)	(1 378 715)	(6 130 603)	(3 482 269)
Produit d'assurance	6 250	-	6 250	-
Dépenses liées aux logiciels à usage interne	(2 599)	(1 469)	(7 301)	(3 087)
Variation de la trésorerie soumise à restrictions	3 563	7 117	(6 985)	(655)
Acquisition de placements soumis à restrictions	(7 132)	(1 753)	(13 168)	(8 829)
Prélèvement dans le compte du Trésor	-	-	-	3 000
Variation des placements détenus au titre d'obligations futures	(874)	(40)	(1 434)	26 503
	(2 112 206)	(1 374 860)	(6 153 241)	(3 465 337)
Incidence des fluctuations des cours de change sur la trésorerie	1 975	2 422	2 328	409
Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	46 479	303 169	298 071	345 693
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période	582 137	388 101	330 545	345 577
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période	628 616 \$	691 270 \$	628 616 \$	691 270 \$
Représenté par :				
Trésorerie	537 918 \$	531 451 \$	537 918 \$	531 451 \$
Équivalents de trésorerie	90 698	159 819	90 698	159 819
	628 616 \$	691 270 \$	628 616 \$	691 270 \$

Le total des intérêts et des commissions d'attente payés sur les emprunts pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2022 se chiffrait respectivement à 23 876 \$ et à 36 087 \$ (respectivement, néant et 239 799 \$ en 2021).

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires.

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre et période de neuf mois clos le 30 septembre 2022
(tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens)

1. Entité présentant l'information financière

La Corporation se compose de sa société mère, La Corporation de développement des investissements du Canada (la « Corporation » ou la « CDEV »), et de ses filiales entièrement détenues, soit Canada Eldor Inc. (« CEI »), la Société de gestion Canada Hibernia (la « SGCH »), Financière Canada TMP Ltée (« Financière TMP ») et la Corporation Trans Mountain (la « CTM »). La filiale Corporation de financement d'urgence d'entreprises du Canada (la « CFUEC ») n'est pas consolidée.

Société mère

La Corporation de développement des investissements du Canada a été constituée en 1982 en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* et elle est la propriété exclusive de Sa Majesté le Roi du chef du Canada. La Corporation est une société d'État mandataire inscrite à la partie II de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et elle n'est pas assujettie aux dispositions de la *Loi de l'impôt sur le revenu*. En novembre 2007, le ministre des Finances a informé la CDEV qu'elle « devra dorénavant se forger un avenir axé sur la gestion continue de ses actifs actuels dans une perspective commerciale et prêter son concours au gouvernement du Canada dans la recherche de nouvelles orientations qui conviennent aux capacités de la CDEV, tout en conservant la capacité de se dessaisir de ses actifs actuels et de tout autre placement de l'État, à la demande du ministre des Finances ».

En juillet 2015, la CDEV a reçu un décret (C.P. 2015-1107), en vertu de l'article 89 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, pour harmoniser ses politiques, lignes directrices et pratiques en matière de dépenses de voyages, d'accueil, de conférences et d'événements avec les politiques, directives et instruments connexes du Conseil du Trésor, d'une manière qui est conforme à ses obligations légales. En octobre 2015, la CDEV avait harmonisé ses politiques, lignes directrices et pratiques et continuera de rendre compte de l'état de la mise en œuvre de cette instruction dans son plan d'entreprise.

En août 2019, le gouvernement du Canada a transféré à la CDEV ses activités de gestion des accords de participation au bénéfice net (la « PBN ») et de participation accessoire au bénéfice net (la « PABN ») dans le cadre du projet de développement Hibernia, lesquelles relevaient auparavant de Ressources naturelles Canada. Se reporter à la note 4 v) pour de plus amples renseignements.

Le 10 mai 2020, un décret (P.C. 2020-305) a donné instruction à la CDEV, en vertu de l'article 89 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, de constituer une filiale, et de prendre les mesures nécessaires pour faciliter l'administration par la filiale d'un programme de soutien au crédit pour les grandes entreprises canadiennes en réponse à l'urgence relative à la COVID-19, conformément à toute instruction pouvant être donnée à cette filiale. Le 11 mai 2020, la CFUEC a été constituée conformément au décret en question. La CFUEC a été constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* pour administrer, approuver et financer les transactions conformément aux modalités approuvées par le ministre des Finances relativement au programme de Crédit d'urgence pour les grands employeurs (le « programme de CUGE » ou le « CUGE »), qui a été conçu pour fournir un financement intermédiaire aux plus grands employeurs du Canada en réponse à l'urgence sanitaire de la COVID-19. La CFUEC est assujettie à la *Loi sur la gestion des finances publiques*, mais n'est pas assujettie aux dispositions de la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre et période de neuf mois clos le 30 septembre 2022
(tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens)

1. Entité présentant l'information financière (suite)

Société mère (suite)

Le siège social de la CDEV est situé au 79, rue Wellington Ouest, bureau 3000, case 270, Centre TD, Toronto (Ontario) M5K 1N2. L'établissement principal de la Corporation est situé au 1240, rue Bay, bureau 302, Toronto (Ontario) M5R 2A7.

Filiales

La Corporation Trans Mountain et Financière Canada TMP Ltée ont été constituées en 2018 en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*. Les sociétés sont assujetties à la *Loi sur la gestion des finances publiques* et sont mandataires de Sa Majesté le Roi du chef du Canada. CTM est également assujettie à la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

Le 25 avril 2022, le gouverneur général en conseil, en vertu de l'alinéa 7(1) de la *Loi sur le fonctionnement des sociétés du secteur public*, a, par proclamation, soustrait CTM à l'application de ladite loi. Ce changement de statut à société d'État non mandataire permet à CTM d'emprunter auprès de parties autres que le gouvernement du Canada. Se reporter à la note 10 pour des précisions sur le financement externe.

CTM possède et exploite le réseau pipelinier Trans Mountain (le « réseau TMPL »), le pipeline de Puget Sound (le « pipeline Puget ») ainsi que certains droits, conceptions, immobilisations corporelles et contrats de construction liés à l'agrandissement du réseau TMPL, appelé projet d'agrandissement du réseau pipelinier Trans Mountain (le « PARTM »).

Financière TMP est la société mère de CTM. Jusqu'au deuxième trimestre de 2022, elle fournissait à CTM du financement sous forme d'emprunts et de capitaux propres, lesquels étaient financés au moyen d'emprunts auprès de Sa Majesté le Roi du chef du Canada et administrés par Exportation et développement Canada (« EDC »). Les emprunts existants demeurent en cours, mais aucun nouveau financement ne sera fourni à CTM par TMP Finance. Se reporter à la note 18 pour de plus amples renseignements sur les emprunts.

CEI a été constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*. Elle est assujettie à la *Loi sur la gestion des finances publiques*, est mandataire de Sa Majesté le Roi du chef du Canada et n'est pas assujettie aux dispositions de la *Loi de l'impôt sur le revenu*. En 1988, CEI a vendu la quasi-totalité de ses actifs et de ses activités à la Corporation Cameco (« Cameco ») en contrepartie d'une partie du capital social de cette dernière et d'un billet à ordre. Suite à la vente des actions de Cameco et à la reprise d'une partie de l'encours de la dette de CEI par le gouvernement en 1995, le produit net en trésorerie tiré de la vente définitive des actions de Cameco est le seul actif important que détient CEI. Les obligations résiduelles de CEI se composent des obligations au titre de la remise en état d'un site et des obligations au titre des prestations de retraite définies.

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre et période de neuf mois clos le 30 septembre 2022
(tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens)

1. Entité présentant l'information financière (suite)

Filiales (suite)

La SGCH a été constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* et a été acquise par la CDEV en mars 1993. La SGCH est assujettie à la *Loi sur la gestion des finances publiques* et à la *Loi de l'impôt sur le revenu*. La SGCH a été constituée dans le seul but de détenir et de gérer sa participation dans le projet de développement Hibernia (le « projet Hibernia »), un projet de mise en valeur et de production de pétrole situé au large des côtes de Terre-Neuve-et-Labrador. Le projet Hibernia comprend le champ pétrolifère original du projet Hibernia, dans lequel la SGCH détient une participation directe de 8,5 %, et le secteur unitaire du prolongement sud d'Hibernia (le « secteur unitaire du PSH »), dans lequel la SGCH détient présentement une participation directe de 5,67 %. La participation directe détenue par la SGCH dans le secteur unitaire du PSH est assujettie à des ajustements conformément aux dispositions applicables de l'entente du secteur unitaire du PSH. Par suite de la mise en œuvre par l'exploitant de la première réévaluation dans le secteur unitaire du PSH, la participation directe de la SGCH a augmenté, passant de 5,63 % à 5,67 %, avec prise d'effet le 1^{er} mars 2021. Le projet Hibernia revêt une importance stratégique pour la SGCH, puisqu'il constitue l'unique activité générant la totalité des produits tirés du pétrole brut.

Un compte est maintenu au nom des propriétaires de participations directes dans le projet de développement Hibernia et le secteur unitaire du PSH par son exploitant, respectivement Société d'exploitation et de développement d'Hibernia ltée (la « SEDH ») et ExxonMobil Canada Properties, agissant à titre de mandataire (un « compte conjoint »). Toutes les dépenses conjointes liées au projet sont imputées au compte conjoint, lequel est détenu et financé par les participants selon leurs participations directes.

2. Base d'établissement

a) Déclaration de conformité

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires ont été établis conformément aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS ») applicables aux périodes intermédiaires, notamment la Norme comptable internationale (l'« IAS ») 34 *Information financière intermédiaire*. Ces états financiers consolidés résumés intermédiaires ne comprennent pas toute l'information exigée pour des états financiers annuels complets, et doivent donc être lus en parallèle avec les états financiers consolidés audités et les notes y afférentes de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

Le 18 février 2022, la vice-première ministre et ministre des Finances a réaffirmé l'engagement du gouvernement du Canada à achever le PARTM. Toutefois, la ministre a fait savoir que la Corporation devait obtenir du financement externe pour financer les coûts restants du projet. Cette annonce a créé une incertitude significative qui jetait un doute important sur la capacité de la Corporation à poursuivre ses activités à la date de publication des états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2021. Par la suite, cette incertitude significative a été résolue. Le 29 avril 2022, CTM a conclu une facilité de un an auprès d'un consortium de tiers prêteurs pour un montant de 10,0 milliards de dollars que la direction estime suffisant pour que la Corporation respecte ses obligations au cours des 12 prochains mois à mesure qu'elles viennent à échéance. Se reporter à la note 10 pour obtenir plus de renseignements sur le financement externe.

Le conseil d'administration a approuvé la publication des états financiers consolidés résumés intermédiaires le 17 novembre 2022.

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre et période de neuf mois clos le 30 septembre 2022
(tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens)

2. Base d'établissement (suite)

b) Base d'évaluation

Les états financiers consolidés résumés intermédiaires ont été établis au coût historique.

c) Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation

À moins d'indication contraire, les montants sont présentés en dollars canadiens, monnaie fonctionnelle des activités de la Corporation, à l'exception du pipeline Puget, dont la monnaie fonctionnelle est le dollar américain.

3. Principales méthodes comptables

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires ont été préparés selon les mêmes méthodes comptables et méthodes d'application que celles énoncées à la note 3 afférente aux états financiers consolidés audités annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2021, à l'exception des méthodes comptables qui ont été modifiées par suite de l'adoption de nouvelles normes, modifications et interprétations comptables en date du 1^{er} janvier 2022, comme il est décrit ci-après. De plus, la charge d'impôts sur le résultat au titre d'une période intermédiaire est calculée au moyen du taux d'impôt sur le résultat qui serait applicable au résultat total annuel.

a) Changements de méthodes comptables

Certaines normes, modifications de normes et interprétations comptables publiées par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB ») et présentées dans le *Manuel de CPA Canada* sont entrées en vigueur pour la première fois au cours de l'exercice à l'étude et ont été adoptées en date du 1^{er} janvier 2022, conformément aux dispositions transitoires applicables. L'application de ces modifications n'a eu aucune incidence sur les états financiers consolidés de la Corporation.

b) Utilisation d'estimations et recours au jugement

Pour établir les états financiers consolidés résumés intermédiaires de la Corporation, la direction doit exercer son jugement et faire des estimations et des hypothèses qui influent sur l'application des méthodes comptables ainsi que sur la valeur comptable des actifs, des passifs, des produits et des charges. Les résultats réels pourraient être très différents de ces estimations.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont passées en revue régulièrement. Toute révision des estimations comptables est constatée dans l'exercice au cours duquel elle est effectuée et dans les exercices futurs touchés par la révision. Les jugements critiques et les principales sources d'incertitude à l'égard des estimations sont les mêmes que ceux qui sont présentés à la note 3 y) afférente aux états financiers consolidés annuels de la Corporation de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre et période de neuf mois clos le 30 septembre 2022
(tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens)

4. Trésorerie soumise à restrictions

	30 septembre 2022	31 décembre 2021
Trésorerie soumise à restrictions – détenue par CTM au titre des coûts d'abandon futurs	443 \$	3 234 \$
Trésorerie soumise à restrictions – lettres de crédit de CTM	78 321	68 327
Trésorerie soumise à restrictions – détenue par CTM à titre de garantie	750	1 200
Trésorerie soumise à restrictions – lettres de crédit de la SGCH	8 732	8 500
	88 246 \$	81 261 \$

5. Immobilisations corporelles

	Travaux de construction en cours	Pipeline	Actifs de mise en valeur du pétrole et installations de production	TOTAL
Coût				
Solde au 31 décembre 2020	5 659 589 \$	3 604 696 \$	592 175 \$	9 856 460 \$
Entrées	5 501 760	-	7 503	5 509 263
Transferts	(51 498)	51 498	-	-
Ajustements de démantèlement	-	-	(34 121)	(34 121)
Décomptabilisation	-	(22 193)	(1 089)	(23 282)
Variation des cours de change	7	(1 249)	-	(1 242)
Solde au 31 décembre 2021	11 109 858 \$	3 632 752 \$	564 468 \$	15 307 078 \$
Entrées	6 839 152	-	6 936	6 846 088
Transferts	(2 393)	2 393	-	-
Ajustements de démantèlement	-	(18 617)	(26 454)	(45 071)
Décomptabilisation	(10 309)	(1 986)	-	(12 295)
Variation des cours de change	112	23 049	-	23 161
Solde au 30 septembre 2022	17 936 420 \$	3 637 591 \$	544 950 \$	22 118 961 \$
Épuisement et amortissement cumulé				
Solde au 31 décembre 2020	- \$	239 533 \$	447 137 \$	686 670 \$
Épuisement et amortissement	-	103 889	25 092	128 981
Décomptabilisation	-	(21 965)	(1 644)	(23 609)
Variation des cours de change	-	7	-	7
Solde au 31 décembre 2021	- \$	321 464 \$	470 585 \$	792 049 \$
Épuisement et amortissement	-	77 946	9 101	87 047
Décomptabilisation	-	(3 278)	-	(3 278)
Variation des cours de change	-	2 907	-	2 907
Solde au 30 septembre 2022	- \$	399 039 \$	479 686 \$	878 725 \$
Valeurs comptables				
31 décembre 2021	11 109 858 \$	3 311 288 \$	93 883 \$	14 515 029 \$
30 septembre 2022	17 936 420 \$	3 238 552 \$	65 264 \$	21 240 236 \$

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre et période de neuf mois clos le 30 septembre 2022

(tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens)

5. Immobilisations corporelles (suite)

Au 30 septembre 2022, les coûts qui se rapportent aux actifs de mise en valeur du pétrole et aux installations de production sujets au calcul de l'épuisement et de l'amortissement incluent des coûts de mise en valeur futurs de 382 091 \$ (389 100 \$ au 31 décembre 2021). Pour des renseignements sur les ajustements de démantèlement, se reporter à la note 9, Provisions.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2022, des intérêts de 502 153 \$ ont été capitalisés au coût des immobilisations corporelles se rapportant aux travaux de construction en cours liés au pipeline (258 254 \$ en 2021).

Au 30 septembre 2022, une évaluation des indices de dépréciation des UGT de la Corporation a été effectuée. Les indices de dépréciation comprennent sans toutefois s'y limiter des changements importants ayant un effet négatif sur la Corporation, qui ont eu lieu au cours de l'exercice ou surviendront dans un proche avenir dans le marché ou l'environnement économique où la Corporation exerce ses activités. Aucun indice de dépréciation des actifs de mise en valeur du pétrole et des installations de production n'a été relevé au 30 septembre 2022 et au 31 décembre 2021 et, par conséquent, aucun test de dépréciation n'était requis. Des indices ont été relevés pour les actifs de transport de pétrole, y compris le goodwill et, par conséquent, un test de dépréciation a été effectué. Se reporter à la note 7, Goodwill.

6. Actifs au titre de droits d'utilisation et contrats de location

La Corporation loue certains actifs, notamment des immeubles de bureaux, des terrains et du matériel.

La catégorie « matériel » comprend la quote-part de la Corporation attribuable à sa participation directe dans trois navires de soutien loués par la SEDH au nom des propriétaires du projet Hibernia. Les contrats de location sont assortis de paiements mensuels fixes et sont en vigueur jusqu'en 2027. Les contrats de location visant du matériel comprennent également du matériel de camp de construction, une sous-station électrique, des véhicules et du matériel de bureau.

La catégorie « terrains » comprend la location d'un espace au terminal portuaire de Westridge, qui se compose d'une superficie de terres et d'une surface d'eau, ainsi que de terrains destinés à des stations de pompage et à des constructions temporaires. La durée des contrats de location connexes s'étend jusqu'en 2105.

La catégorie « bâtiments » comprend les paiements mensuels fixes au titre de la location qui sont effectués à l'égard de locaux d'immeubles de bureaux de la Corporation situés en Alberta, en Colombie-Britannique et en Ontario. La durée des contrats de location s'étend jusqu'en 2031.

Certains contrats comportent des options de renouvellement. La Corporation n'a pas la certitude raisonnable qu'elle exercera ces options, et l'exercice de celles-ci dépendra de l'évolution du marché et des besoins de la Corporation au moment où ces options pourront être exercées. Certains contrats de location sont assujettis à des variations annuelles de l'indice des prix à la consommation (l'« IPC »), l'obligation locative étant réévaluée lorsque l'IPC varie. De plus, certains contrats de location immobiliers comportent des paiements variables au titre de la location qui sont liés aux coûts d'exploitation.

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre et période de neuf mois clos le 30 septembre 2022

(tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens)

6. Actifs au titre de droits d'utilisation et contrats de location (suite)

La Corporation n'est pas exposée à un risque potentiel de sorties de trésorerie additionnelles importantes qui ne sont pas déjà reflétées dans le montant présenté des obligations locatives, mis à part certaines pénalités pour résiliation que la Corporation n'a pas la certitude raisonnable de devoir verser au 30 septembre 2022.

État de la situation financière :

Le tableau qui suit présente les actifs au titre de droits d'utilisation.

	Matériel et véhicules	Terrains et bâtiments	Total
31 décembre 2020	21 249 \$	74 278 \$	95 527 \$
Entrées	87 642	14 959	102 601
Modifications de contrats de location	364	(35)	329
Avantages incitatifs	-	(5 970)	(5 970)
Amortissement	(47 462)	(20 436)	(67 898)
Change	(7)	-	(7)
31 décembre 2021	61 786 \$	62 796 \$	124 582 \$
Entrées	1 355	13 262	14 617
Modifications de contrats de location	(733)	(5)	(738)
Amortissement	(33 953)	(15 464)	(49 417)
Change	114	-	114
30 septembre 2022	28 569 \$	60 589 \$	89 158 \$

Les obligations locatives se présentent comme suit :

	Période de neuf mois close le 30 septembre 2022	Exercice clos le 31 décembre 2021
Obligations locatives, solde d'ouverture	138 440 \$	97 783 \$
Entrées	14 617	99 228
Modifications de contrats de location	(738)	329
Charge d'intérêts	3 852	7 244
Paiements au titre de la location	(49 061)	(66 136)
Fluctuations des cours de change	146	(8)
Obligations locatives, solde de clôture	107 256 \$	138 440 \$
Partie courante	43 928 \$	66 803 \$
Partie non courante	63 328	71 637
	107 256 \$	138 440 \$

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre et période de neuf mois clos le 30 septembre 2022
(tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens)

6. Actifs au titre de droits d'utilisation et contrats de location (suite)

Analyse des échéances des flux de trésorerie non actualisés contractuels :

	2022	De 2023 à 2026	Par la suite	Total
Obligations locatives	24 754 \$	48 258 \$	107 885 \$	180 897 \$

État du résultat global et tableau des flux de trésorerie :

	30 septembre 2022	30 septembre 2021
État du résultat global :		
Intérêts sur les obligations locatives	3 852 \$	5 697 \$
Moins : les obligations locatives inscrites à l'actif	(2 432)	(4 455)
Intérêts sur les obligations locatives, montant net	1 420	1 242
Coût à court terme et coût variable	4 670	2 578
Tableau des flux de trésorerie :		
Total des sorties de fonds au titre des contrats de location	(49 061) \$	(50 388) \$

Bailleur

Les contrats de location simple dont la Corporation est le bailleur se rapportent à des réservoirs de stockage appartenant à la Corporation et des logements situés le long de l'emprise du pipeline ou à proximité de stations de pompage. Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2022, les revenus locatifs tirés des contrats de location simple de réservoirs de stockage comptabilisés dans les « Revenus locatifs » se sont établis à 50 192 \$ (47 762 \$ en 2021), et ils comprennent les paiements au titre de la location variables décrits ci-dessus, et les revenus locatifs liés à l'exploitation de logements aux termes de contrats de location simple comptabilisés dans les « Autres produits » ont totalisé 202 \$ (182 \$ en 2021).

7. Goodwill

- a) Il n'y a pas eu de variation de la valeur comptable nette du goodwill au cours des périodes closes le 30 septembre 2022 et le 31 décembre 2021.

Solde au 30 septembre 2022	1 015 862 \$
----------------------------	--------------

- b) Test de dépréciation

La direction évalue le goodwill sur une base trimestrielle afin de déterminer s'il existe des indices de dépréciation. En raison des facteurs importants qui pourraient avoir une incidence significative sur le PARTM, notamment la fluctuation des conditions économiques, la hausse des taux d'intérêt, la complexité de construction technique et les problèmes de main-d'œuvre, au 30 septembre 2022, la direction a soumis le goodwill à un test de dépréciation, lequel ne s'est traduit par aucune perte de valeur.

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre et période de neuf mois clos le 30 septembre 2022
(tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens)

7. Goodwill (suite)

b) Test de dépréciation (suite)

La juste valeur de l'unité d'exploitation a été estimée à l'aide d'une méthode par le résultat en fonction des flux de trésorerie actualisés. L'estimation de la juste valeur requiert l'utilisation de données d'entrée non observables importantes, y compris des hypothèses liées au taux d'actualisation, au calendrier et au coût d'achèvement du PARTM, et à la mesure dans laquelle les flux de trésorerie seront réinvestis à la fin des contrats du PARTM initiaux; par conséquent, la juste valeur est représentative d'une évaluation de niveau 3. Aux fins de l'établissement de la juste valeur, l'estimation des flux de trésorerie actualisés comprenait des scénarios établis par pondération probabiliste envisageant diverses dates de mise en service du PARTM. Les flux de trésorerie actualisés ont été estimés à l'aide d'un taux d'actualisation de 7,5 % qui rend compte de la valeur temps de l'argent, en fonction des risques liés aux actifs de la Corporation qui n'ont par ailleurs pas été intégrés aux estimations des flux de trésorerie.

Les variations de ces principales hypothèses influeraient sur la juste valeur de l'unité d'exploitation, ce qui pourrait donner lieu à une perte de valeur. Une analyse de sensibilité des hypothèses clés a été effectuée aux fins de l'évaluation de base. Les scénarios de sensibilité décrits ci-après ne donneraient pas lieu à une dépréciation du goodwill de l'unité d'exploitation.

Incidence sur la juste valeur de l'unité d'exploitation de CTM :	Augmentation	Diminution
Variation du taux d'actualisation de 0,25 %	(1 223 000) \$	1 223 000 \$
Augmentation de 2 500 000 \$ des dépenses d'investissement du PARTM	(740 000) \$	
Baisse de 10 % du pourcentage des flux de trésorerie réinvestis après 2042		(1 007 000) \$

8. Autres passifs courants

	30 septembre 2022	31 décembre 2021
Primes au quai	66 852 \$	76 556 \$
Coûts environnementaux à payer	8 558	6 419
Obligation au titre des prestations définies	1 540	1 540
Autres	7 792	5 819
	84 742 \$	90 334 \$

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre et période de neuf mois clos le 30 septembre 2022

(tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens)

9. Provisions

La variation des provisions au titre des obligations de démantèlement et de la remise en état d'un site se présente comme suit :

	Obligations de démantèlement			Remise en état d'un site
	Pipeline	Puits et installations	Total	
Solde au 31 décembre 2020	470 432 \$	150 782 \$	621 214 \$	6 806 \$
Provisions additionnelles	-	-	-	1 288
Modifications des estimations	241 440	(19 363)	222 077	(1 050)
Obligations réglées	-	(27)	(27)	(911)
Variation du taux d'actualisation	(241 440)	(14 758)	(256 198)	(58)
Incidence des fluctuations du change	(174)	-	(174)	-
Désactualisation	8 274	2 671	10 945	12
Solde au 31 décembre 2021	478 532 \$	119 305 \$	597 837 \$	6 087 \$
Provisions additionnelles				(329)
Modifications des estimations	440 541	6 501	447 042	-
Obligations réglées	-	(252)	(252)	(1 052)
Variation du taux d'actualisation	(459 159)	(32 955)	(492 114)	(388)
Incidence des fluctuations du change	3 194	-	3 194	-
Désactualisation	8 196	2 306	10 502	33
Solde au 30 septembre 2022	471 304 \$	94 905 \$	566 209 \$	4 351 \$
Partie courante	- \$	2 537 \$	2 537 \$	1 390 \$
Partie non courante	471 304	92 368	563 672	2 961
	471 304 \$	94 905 \$	566 209 \$	4 351 \$

a) Provision au titre des obligations de démantèlement des puits et des installations

La provision au titre des obligations de démantèlement a été constituée en fonction de la participation nette de la Corporation dans les puits et les installations, d'une estimation de la direction quant aux coûts liés à l'abandon et à la remise en état de ces puits et installations, ainsi que d'une estimation du moment où les coûts seront engagés. La Corporation estime que le passif futur non actualisé totalisait 185 617 \$ au 30 septembre 2022 (175 439 \$ au 31 décembre 2021). Les coûts estimés des obligations de démantèlement peuvent varier grandement en fonction de facteurs tels que les antécédents d'exploitation et les modifications des lois et règlements.

Ces obligations seront réglées en fonction du calendrier prévu d'abandon, qui s'échelonne actuellement jusqu'en 2049, compte tenu de la durée d'utilité des actifs sous-jacents. La provision a été calculée au 30 septembre 2022 selon un taux d'inflation moyen de 2,00 % (1,59 % au 31 décembre 2021) et a été actualisée selon un taux sans risque moyen de 3,16 % (1,59 % au 31 décembre 2021).

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre et période de neuf mois clos le 30 septembre 2022
(tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens)

9. Provisions (suite)

b) Provision au titre des obligations de démantèlement des actifs liés aux pipelines

La provision au titre des obligations de démantèlement des actifs liés aux pipelines est fondée sur les estimations des coûts d'abandon établies par la direction. Au 30 septembre 2022, cette provision, actualisée à un taux sans risque de 3,09 % (1,68 % au 31 décembre 2021) était estimée à 471 304 \$ (478 532 \$ au 31 décembre 2021). Le montant non actualisé du passif de démantèlement est estimé à 8 818 000 \$ (2 400 000 \$ au 31 décembre 2021), compte tenu d'un taux d'inflation de 3,00 % (1,68 % au 31 décembre 2021) et d'une durée d'utilité résiduelle attendue de 96 ans.

La provision au titre des obligations de démantèlement reflète les flux de trésorerie actualisés qui devraient être affectés au démantèlement du réseau de pipelines de CTM. La durée d'utilité économique des actifs couverts par l'obligation de démantèlement est estimée à 96 ans. La durée d'utilité économique estimée sert à déterminer les flux de trésorerie non actualisés au moment du démantèlement et reflète le calendrier attendu des sorties de fonds au titre de la provision.

c) Provision au titre de la remise en état d'un site

Aux termes de l'accord d'achat et de vente conclu en 1988 entre CEI et Cameco, la responsabilité des obligations liées à la vente d'actifs à Cameco incombe à CEI. La provision au titre de la remise en état d'un site à la date de clôture est liée au démantèlement d'un ancien site minier. La responsabilité de la surveillance et de la gestion de ce site incombe à Cameco. CEI comptabilise ces coûts selon des estimations que lui fournit Cameco. Ces estimations sont fondées sur des variables et des hypothèses qui sont incertaines, notamment le temps nécessaire à l'achèvement des travaux et les coûts à engager au cours de cette période. Les coûts sont estimés sur une période se terminant en 2025 (2023 en 2021). L'estimation des coûts de remise en état futurs du site a été actualisée au taux de 3,30 % (0,95 % au 31 décembre 2021), et un taux d'inflation de 2,0 % (0,95 % au 31 décembre 2021) a été utilisé pour calculer la provision au 30 septembre 2022. L'estimation actuelle des coûts comptabilisés s'établissait à 4 351 \$ au 30 septembre 2022 (6 087 \$ au 31 décembre 2021).

10. Emprunts

Le 29 août 2018, la Corporation, par l'intermédiaire de Financière TMP, a conclu des conventions de crédit avec Sa Majesté la Reine du chef du Canada. Les facilités font partie du Compte du Canada du gouvernement, qui est administré par EDC. Le 25 mars 2019, la Corporation a conclu avec la Régie de l'énergie du Canada une convention de crédit modifiée qui lui permet d'emprunter des fonds qui serviront à fournir les sûretés financières que pourrait exiger la Régie. La facilité d'acquisition a servi à financer l'acquisition des entités du réseau TMPL. La facilité de construction est utilisée principalement pour financer la construction du PARTM. La facilité de la Régie permet à la Corporation d'emprunter des fonds qui serviront à fournir les sûretés financières que pourrait exiger la Régie au titre du pipeline Trans Mountain.

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre et période de neuf mois clos le 30 septembre 2022

(tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens)

10. Emprunts (suite)

Les emprunts sont remboursables à leurs dates d'échéance respectives. Avec prise d'effet le 29 mars 2021, les dates d'échéance de toutes les facilités d'emprunt ont été modifiées pour le 29 août 2025. Le tableau suivant présente le détail des facilités au 30 septembre 2022.

Facilité	Total du crédit disponible au 30 septembre 2022	Encours au 30 septembre 2022	Encours au 31 décembre 2021	Taux d'intérêt sur les montants utilisés	Commissions d'attente sur les montants inutilisés	Date d'échéance
Acquisition	4 670 000 \$	4 670 000 \$	4 670 000 \$	4,7 %	-	29 août 2025
Construction a)	11 084 305	11 084 305	9 576 000	4,7 %	-	29 août 2025
Régie*	500 000	-	-	4,7 %	0,30 %	29 août 2025
Total auprès du gouvernement		15 754 305 \$	14 246 000 \$			
Consortiale	10 000 000 \$	4 848 656 \$	-	1,85 % ¹⁾	0,04 %	29 avril 2023
Total		20 602 961 \$	14 246 000 \$			
Présenté comme suit :						
Courant		4 848 656				
Non courant		15 754 305	14 246 000			

¹⁾ CTM se voit imputer une commission de garantie correspondant à la différence entre 5,0 % et le coût d'emprunt réel sur la facilité bancaire consortiale.

* Auparavant connue sous le nom de la facilité de l'ONE.

a) La disponibilité des fonds aux termes de la facilité de crédit de construction est limitée au pouvoir d'emprunt autorisé par la ministre des Finances. Le 1^{er} octobre 2020, une deuxième convention modifiée a été conclue pour augmenter le crédit disponible aux termes de la facilité de construction à 5,1 milliards de dollars au 1^{er} octobre 2020, puis à 6,1 milliards de dollars au 1^{er} janvier 2021. Le 29 mars 2021, une autre modification a été apportée afin d'augmenter le crédit disponible sur la facilité de construction pour le porter à 9,14 milliards de dollars, en cours à tout moment avant le 31 décembre 2021, et à 9,6 milliards de dollars, en cours à tout moment avant le 31 mars 2022. Le 3 décembre 2021, une modification supplémentaire a été apportée afin d'augmenter le crédit disponible sur la facilité de construction pour le porter à 11,6 milliards de dollars en tout temps à partir du 31 mars 2022 et avant le 31 mars 2022.

Le 31 mars 2022, des modifications ont été apportées à la facilité de construction afin de permettre des prélèvements à concurrence de 13,5 milliards de dollars jusqu'au 30 juin 2022.

En outre, les modifications apportées au 31 mars 2022 à la facilité de construction comportent l'exigence de rembourser les avances accordées par EDC à titre de mandataire pour le Compte du Canada en vertu de toute demande de financement effectuée après le 18 février 2022. Le 29 avril 2022, CTM a conclu un financement externe et toutes les avances versées à Financière TMP par EDC après le 18 février 2022 ont été remboursées, y compris les intérêts. Après le remboursement, le crédit disponible à l'égard des prélèvements en trésorerie a été réduit à néant. À compter de la date de paiement des intérêts du 30 juin 2022, tous les intérêts seront payés en nature et seront ajoutés au solde de la facilité de construction semestriellement. Les commissions d'engagement, auparavant imputées à un taux de 0,065 %, ont cessé le 2 mai 2022, lors du remboursement des avances liées aux demandes de financement effectuées après le 18 février 2022, et aucun autre prélèvement en trésorerie n'est autorisé. Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2022, des intérêts de 359 305 \$ ont été ajoutés au solde de l'emprunt (néant en 2021).

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre et période de neuf mois clos le 30 septembre 2022
(tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens)

10. Emprunts (suite)

Au 30 septembre 2022 et au 31 décembre 2021, l'intérêt à payer en nature s'établissait respectivement à 186 972 millions de dollars et à néant, et était comptabilisé au poste « Intérêts à payer sur la dette à long terme ».

Le total de la charge d'intérêts pour les périodes closes les 30 septembre se compose des éléments suivants :

	Trimestres clos les		Périodes de neuf mois closes les	
	30 septembre		30 septembre	
	2022	2021	2022	2021
Intérêts sur les emprunts	218 336 \$	144 216 \$	588 235 \$	381 981 \$
Intérêts et commissions inscrits à l'actif	(197 434)	(103 794)	(502 153)	(258 254)
Intérêts sur les contrats de location	(543)	466	1 419	1 242
Commissions de garantie	17 663	-	27 961	-
Commissions d'attente	996	646	2 533	2 066
	39 018 \$	41 534 \$	117 995 \$	127 035 \$

Le taux de capitalisation utilisé pour déterminer le montant des coûts d'emprunt à inscrire à l'actif est le taux d'intérêt moyen pondéré applicable aux emprunts généraux de la Corporation au cours de la période de 4,7 % (4,7 % en 2021) pour les emprunts dans le Compte du Canada et de 5,0 % pour les emprunts sur la facilité de prêt consortiale, calculé comme étant des intérêts de 1,85 % et une commission de garantie de 3,15 % exigés par le gouvernement.

11. Réserve au titre de la participation au bénéfice net

Au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2022, les versements reçus au titre de la PBN ont totalisé 264 649 \$, dont une tranche de 24 723 \$ a été reçue de la SGCH et éliminée lors de la consolidation (171 270 \$, dont une tranche de 13 979 \$ a été éliminée, en 2021).

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre et période de neuf mois clos le 30 septembre 2022
(tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens)

12. Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie

La variation des soldes des éléments hors trésorerie du fonds de roulement pour les périodes closes les 30 septembre se présente comme suit :

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2022	2021	2022	2021
Clients et autres débiteurs	11 780 \$	39 850 \$	(282) \$	37 588 \$
Stocks	1 374	(739)	2 471	123
Autres actifs courants	77	11 027	(12 028)	(531)
Charges différées et autres actifs	(87 232)	(22 765)	(126 627)	6 371
Fournisseurs et autres créditeurs	98 861	120 677	289 341	208 355
Intérêts à payer	220 249	144 853	579 586	144 227
Autres passifs courants	(91)	(14 315)	(5 592)	(53 611)
Autres passifs non courants	(7 015)	2 789	8 475	8 265
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement	238 003 \$	281 377 \$	735 344 \$	350 787 \$
Liée aux :				
Activités d'exploitation	(271 634) \$	159 335 \$	65 272 \$	111 103 \$
Activités d'investissement	509 637	122 042	670 072	239 684
	238 003 \$	281 377 \$	735 344 \$	350 787 \$

Les dépenses en immobilisations corporelles comprennent ce qui suit :

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2022	2021	2022	2021
Entrées d'immobilisations corporelles (note 5)	(2 632 285) \$	(1 516 748) \$	(6 846 088) \$	(3 778 335) \$
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement liés aux immobilisations corporelles	505 965	123 511	671 102	242 771
Amortissement et intérêts liés aux contrats de location inscrits au coût de l'actif	14 906	14 522	44 383	53 295
Sorties de trésorerie liées aux dépenses en immobilisations corporelles	(2 111 414) \$	(1 378 715) \$	(6 130 603) \$	(3 482 269) \$

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre et période de neuf mois clos le 30 septembre 2022

(tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens)

13. Produits nets tirés du pétrole brut et charges d'exploitation, de transport et de commercialisation

- a) Les produits nets tirés du pétrole brut pour les périodes closes les 30 septembre se détaillent comme suit :

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2022	2021	2022	2021
Ventes de pétrole brut	83 537 \$	52 988 \$	265 292 \$	175 632 \$
Moins les redevances	(25 337)	(14 938)	(79 372)	(52 346)
Produits nets tirés du pétrole brut	58 200 \$	38 050 \$	185 920 \$	123 286 \$

- b) Les ventes de pétrole sont la seule source de produits tirés des contrats conclus avec des clients de la SGHC. Les ventes de pétrole brut selon le marché géographique se détaillent comme suit :

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2022	2021	2022	2021
États-Unis	41 991 \$	25 917 \$	161 318 \$	111 980 \$
Europe	41 546	27 071	103 974	39 618
Amérique du Sud	–	–	–	24 034
	83 537 \$	52 988 \$	265 292 \$	175 632 \$

- c) Les charges d'exploitation, de transport et de commercialisation étaient les suivantes :

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2022	2021	2022	2021
Charges d'exploitation liées au projet Hibernia	6 952 \$	3 375 \$	17 822 \$	13 581 \$
Transport et transbordement du pétrole brut	1 309	1 239	3 369	4 044
Commercialisation du pétrole brut	72	69	242	260
Total des charges d'exploitation, de transport et de commercialisation	8 333 \$	4 683 \$	21 433 \$	17 885 \$

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre et période de neuf mois clos le 30 septembre 2022
(tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens)

14. Produits et charges d'exploitation liés au pipeline

Pour les périodes closes les 30 septembre, les produits et les charges d'exploitation du pipeline, répartis par source et par type de produits, se sont établis comme suit :

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2022	2021	2022	2021
Produits tirés du transport	164 555 \$	111 001 \$	446 165 \$	299 203 \$
Revenus locatifs	16 293	15 857	50 192	47 762
Autres produits	682	821	2 492	1 997
Total	181 530 \$	127 679 \$	498 849 \$	348 962 \$
Charges d'exploitation et coûts de production du pipeline	50 243 \$	40 383 \$	132 054 \$	121 239 \$
Salaires et avantages du personnel	23 205	20 206	71 405	61 873
Autres charges générales et administratives	2 081	335	2 814	2 251
Total des charges d'exploitation, exclusion faite des charges financières et de l'amortissement	75 529 \$	60 924 \$	206 273 \$	185 363 \$

Les produits tirés de l'exploitation du pipeline sont générés principalement au Canada, moins de 10 % étant générés à l'extérieur du pays.

15. Engagements

Les engagements de la Corporation au 30 septembre 2022 sont résumés dans le tableau ci-après :

	Reste de 2022	De 2023 à 2026	Par la suite	Total
Transport du pétrole brut et services de transbordement	974 \$	18 298 \$	17 043 \$	36 315 \$
Contrats liés au projet Hibernia	459	1 805	2 512	4 776
Immobilisations corporelles liées aux pipelines	47 240	255	-	47 495
Autres engagements au titre de l'exploitation	9	1 162	7 325	8 496
Total des engagements	48 682 \$	21 520 \$	26 880 \$	97 082 \$

16. Éventualités

Dans le cours normal de leurs activités, la Corporation ou ses filiales peuvent faire l'objet de diverses poursuites juridiques ou autres réclamations à l'encontre de la Corporation.

CEI est codéfenderesse avec la province d'Ontario, le procureur général du Canada, la Commission canadienne de sûreté nucléaire et BOC Canada limitée dans le cadre d'un recours collectif proposé, intenté par certains résidents de la municipalité antérieurement connue sous le nom de Deloro, dans le comté de Hastings, en Ontario. La poursuite est fondée sur la contamination présumée de certaines propriétés. CEI a déposé un avis d'intention de présenter une défense. Aucune partie n'a encore reconnu sa responsabilité, et l'incidence financière sur la Corporation, si l'issue de cette affaire lui était défavorable, ne peut être déterminée pour l'instant.

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre et période de neuf mois clos le 30 septembre 2022
(tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens)

16. Éventualités (suite)

Le PARTM a été visé par un certain nombre d'actions en justice visant à contester l'approbation du PARTM par le gouvernement fédéral.

À la suite de la résiliation du contrat général de construction (le « Contrat ») conclu avec l'entrepreneur général en construction pour les tronçons 1, 4B et 6, l'entrepreneur général en construction a présenté à la Corporation une contestation relativement à des montants qu'elle affirme lui être dus aux termes de la résiliation dudit Contrat. La Corporation a répondu en exposant sa position selon laquelle la Corporation a droit au remboursement par l'entrepreneur général en construction des frais occasionnés par les événements ayant mené à la résiliation. La Corporation a déposé un avis de litige, et les deux parties ont toutes deux fait connaître leur position; cependant, le montant du règlement final ne peut être raisonnablement estimé.

Produit d'assurance en cas d'inondation

Au quatrième trimestre de 2021, d'importantes inondations en Colombie-Britannique et dans l'État de Washington ont entraîné des pertes financières, y compris des dommages aux actifs de CTM et des retards dans la construction du PARTM. Bien qu'il y ait une grande incertitude quant aux coûts totaux associés aux inondations, une partie des coûts sera recouvrable au moyen de l'assurance. Au cours du trimestre clos le 30 septembre 2022, des recouvrements d'assurance de 9,3 millions de dollars ont été comptabilisés relativement aux coûts du PARTM et une perte nette de 1,0 million de dollars a été inscrite au poste « Coûts d'exploitation liés au pipeline » relativement aux composantes autoassurées de la réclamation pour dommages liés aux inondations. Le montant et le moment du produit d'assurance futur et des frais connexes ne peuvent être raisonnablement estimés.

17. Risques auxquels est exposée la Corporation

De par la nature de ses activités consolidées, la CDEV est exposée à des risques découlant de ses instruments financiers, qui pourraient avoir une incidence importante sur les flux de trésorerie, le bénéfice et le résultat global. La nature et l'ampleur des risques découlant des actifs et des passifs financiers de la Corporation sont décrites dans les notes afférentes à ses états financiers consolidés annuels au 31 décembre 2021. La CDEV est exposée à des risques financiers, notamment le risque de marché associé aux prix des marchandises, aux cours de change et aux taux d'intérêt, ainsi que le risque de crédit, le risque contractuel et le risque de liquidité.

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre et période de neuf mois clos le 30 septembre 2022
(tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens)

17. Risques auxquels est exposée la Corporation (suite)

a) Risque de crédit et risque contractuel

Le risque de crédit et le risque contractuel s'entendent du risque que la Corporation subisse une perte financière si ses contreparties ne s'acquittent pas de leurs obligations contractuelles, et il découle principalement des clients et autres débiteurs de la Corporation. Une exposition importante à ce risque est liée à la vente de pétrole brut et à la vente de cargaisons de pétrole en vertu de contrats conclus avec des clients.

- i. Pour ses contrats de vente de pétrole brut, la Corporation a jugé que le risque de non-recouvrement des fonds était faible, puisqu'elle partage les cargaisons avec son agent de commercialisation, qu'elle ne conclut généralement des contrats qu'avec d'importants acheteurs dont la solvabilité a été évaluée adéquatement avant la signature du contrat et qu'elle utilise, le cas échéant, des outils pour atténuer le risque de crédit selon les modalités de ses ententes de commercialisation. L'agent de commercialisation de la SGCH assure une surveillance du crédit pour tous les acheteurs.
- ii. Pour les ventes de cargaisons de pétrole, la Corporation limite son exposition au risque de crédit en exigeant des expéditeurs dont la solvabilité ou la situation financière est inadéquate qu'ils fournissent une sûreté acceptable généralement sous forme de garanties de parties ayant un bon dossier de crédit ou de lettres de crédit d'institutions financières bien cotées. La majorité des clients de la Corporation sont implantés dans les secteurs de l'exploration et de la mise en valeur pétrolière et gazière, de la commercialisation de l'énergie ou du transport. Il peut y avoir exposition aux baisses à long terme des prix des marchandises énergétiques, y compris le prix du pétrole brut, et à l'instabilité économique résultant de ces événements ou d'autres événements de crédit ayant une incidence sur ces industries et sur la capacité des clients à payer pour des services.

Au 30 septembre 2022 et au 31 décembre 2021, aucun débiteur important n'était en souffrance ou déprécié.

Les clients et autres débiteurs de la Corporation comprennent les montants suivants :

	30 septembre 2022	31 décembre 2021
Contrats conclus avec des expéditeurs utilisant le pipeline	58 039 \$	29 223 \$
Contrats conclus avec des clients du pétrole brut	–	14 001
Compte conjoint du projet de développement Hibernia	2 194	2 399
Crédits de taxe sur les intrants (TPS/TVH)	47 938	55 477
Autres	6 970	4 449
Clients et autres débiteurs	115 141 \$	105 549 \$
Montant non réglé depuis plus de 90 jours	2 933 \$	2 822 \$

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre et période de neuf mois clos le 30 septembre 2022
(tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens)

17. Risques auxquels est exposée la Corporation (suite)

a) Risque de crédit et risque contractuel (suite)

La valeur comptable de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, de la trésorerie soumise à restrictions et des placements soumis à restrictions ainsi que des placements qui sont détenus au titre des soldes des obligations futures représente l'exposition maximale au risque de crédit. La trésorerie et des équivalents de trésorerie, de la trésorerie soumise à restrictions et des placements soumis à restrictions ainsi que des placements qui sont détenus au titre des soldes des obligations futures sont confiés à de grandes banques à charte et institutions financières canadiennes ou au gouvernement du Canada. Tous les équivalents de trésorerie et les placements sont acquis auprès d'émetteurs présentant une note de crédit de R1 Élevée décernée par Dominion Bond Rating Service. Par conséquent, la provision pour pertes de crédit attendues au titre de la trésorerie et des équivalents de trésorerie était négligeable au 30 septembre 2022.

La Corporation n'a enregistré aucune perte de valeur réelle au cours des périodes closes les 30 septembre 2022 et 2021.

b) Risque de liquidité

Le risque de liquidité s'entend du risque que la Corporation ne puisse pas remplir ses engagements de service ou d'autres passifs financiers à leur échéance. Pour gérer ce risque, la Corporation s'assure, dans la mesure du possible, d'avoir suffisamment de liquidités pour honorer ses obligations lorsqu'elles deviendront exigibles.

La Corporation effectue des prévisions des besoins en trésorerie pour s'assurer qu'elle dispose d'un financement suffisant pour régler ses passifs financiers à leur échéance. Les principales sources de liquidités et de financement sont les flux de trésorerie provenant de l'exploitation et les facilités de crédit.

La Corporation continue de conserver des liquidités et des placements à court terme qui lui procurent la souplesse financière nécessaire pour respecter ses obligations à leur échéance. La Corporation pourrait être exposée à des ralentissements à long terme dans le secteur de l'énergie et à la volatilité économique, qui est atténuée par les cadres réglementaires actuels régissant les activités de la Corporation liées aux pipelines et la position concurrentielle des actifs de production de pétrole et de pipelines de la Corporation.

Les flux de trésorerie futurs attendus rattachés aux activités courantes dépassent actuellement les prévisions en matière de charges d'exploitation et de dépenses d'investissement futures, compte non tenu du PARTM. En raison des importantes dépenses continues qui sont prévues dans le cadre du PARTM, la Corporation aura besoin de financement continu pour terminer le projet. Du financement externe a été obtenu par CTM en avril 2022, tel qu'il est indiqué à la note 10, et CTM s'attend à avoir, ou aura, un accès adéquat au financement pour satisfaire à ses obligations financières, y compris ses engagements à mesure qu'ils deviennent exigibles. L'emprunt consorcial devrait être refinancé au moyen d'un nouvel emprunt dont la date d'échéance est supérieure à un an.

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre et période de neuf mois clos le 30 septembre 2022
(tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens)

17. Risques auxquels est exposée la Corporation (suite)

c) Risque de marché

Le risque de marché s'entend du risque de fluctuations de la juste valeur ou des flux de trésorerie futurs liés à un instrument financier en raison de variations des cours du marché. Il englobe le risque de change, le risque marchandises et le risque de taux d'intérêt. La Corporation n'a pas recours à des instruments financiers, comme des swaps de taux d'intérêt ou des contrats de change à terme, ni à d'autres outils ou stratégies pour gérer ses risques liés au marché.

i) Risque du taux de change

Le risque du taux de change s'entend du risque de fluctuations de la juste valeur des actifs, des passifs ou des flux de trésorerie futurs en raison de variations des cours de change. Ce risque découle des instruments financiers libellés en dollars américains à la clôture de la période, soit essentiellement la trésorerie, les soldes des créances clients et des dettes fournisseurs qui découlent des produits et des dépenses libellés en dollars américains. Le prix du pétrole brut est établi en dollars américains et toute fluctuation du cours de change du dollar américain par rapport au dollar canadien pourrait avoir une incidence sur les produits.

Le pipeline Puget exerce ses activités dans l'État de Washington et, par conséquent, ses produits et la majorité de ses charges sont libellés en dollars américains. Les fluctuations du cours de change du dollar américain par rapport au dollar canadien peuvent donc influencer sur les bénéfices apportés par le pipeline Puget et sur nos résultats.

Aux 30 septembre 2022 et 2021 et pour les périodes closes à ces dates, la Corporation n'avait conclu aucun contrat de change.

ii) Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt s'entend du risque de fluctuations de la juste valeur des instruments financiers ou des flux de trésorerie futurs en raison de variations des taux d'intérêt. La Corporation est exposée aux fluctuations de taux d'intérêt sur sa trésorerie et ses équivalents de trésorerie ainsi que sur les divers placements détenus. Ce risque n'est pas considéré comme important, car les produits d'intérêts de la Corporation représentent moins de 2 % du total de ses produits.

La Corporation n'est pas exposée au risque de taux d'intérêt sur sa dette, puisque l'intérêt est payable à un taux fixe. La Corporation n'utilise pas d'instruments dérivés pour gérer son exposition à ce risque.

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre et période de neuf mois clos le 30 septembre 2022
(tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens)

17. Risques auxquels est exposée la Corporation (suite)

d) Juste valeur des instruments financiers

Le tableau suivant présente les valeurs comptables et les justes valeurs des placements soumis à restrictions et des emprunts, y compris leur niveau selon la hiérarchie des justes valeurs au 30 septembre 2022 et au 31 décembre 2021.

	Classement	Hiérarchie	Valeur comptable		Juste valeur	
			2022	2021	2022	2021
Actifs financiers						
Placements soumis à restrictions	JVRN	Niveau 2	89 543	96 263	89 543	96 263
Passifs financiers						
Emprunts	Coût amorti	Niveau 2	20 602 961	14 246 000	20 241 148	14 246 000

Les justes valeurs des placements soumis à restrictions sont déterminées selon des prix et des données d'entrée observables sur le marché pour des instruments similaires, en utilisant des modèles de flux de trésorerie largement répandus pour évaluer ces instruments. La juste valeur des emprunts est estimée par actualisation des flux de trésorerie contractuels futurs au taux d'intérêt en vigueur sur le marché qui serait offert à la Corporation pour des instruments financiers similaires.

18. Transaction avec des parties liées

En vertu du principe de propriété commune, la Corporation est liée à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement fédéral du Canada. La Corporation peut conclure des transactions avec certaines de ces entités dans le cours normal des activités s'inscrivant dans son mandat.

La CDEV a versé des dividendes au gouvernement du Canada au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2022, d'un montant de néant et de 123 000 \$, respectivement (néant et 114 000 \$ en 2021).

Le 15 juillet 2020, la CFUEC et la CDEV ont conclu une entente de services aux termes de laquelle la CDEV fournit des services de direction, d'administration et de soutien ainsi que des services bancaires et financiers et d'autres services administratifs pour faciliter l'organisation et le fonctionnement de la CFUEC et l'administration par la CFUEC du programme de CUGE. Pour la période close le 30 septembre 2022, la CDEV a perçu auprès de la CFUEC des frais de gestion de 450 \$ (450 \$ au 30 septembre 2021). Au 30 septembre 2022, la CDEV avait un montant à recevoir de la CFUEC au titre d'une partie liée de 281 \$ (montant à payer de 257 \$ au 31 décembre 2021).

Garanties auprès du gouvernement du Canada

Le gouvernement du Canada a fourni à CTM une garantie relativement à sa facilité consortiale (voir la note 6). En échange de cette garantie, CTM verse une commission annuelle de 5 % déduction faite du taux d'intérêt moyen pondéré quotidien par année payable par CTM conformément à la facilité consortiale. Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2022, CTM a engagé 17 700 \$ et 28 000 \$ respectivement au titre de la commission de garantie (néant en 2021). La commission de garantie est incluse dans la charge d'intérêts et est payable le 31 août 2025 ou en cas de défaut. Au 30 septembre 2022 et au 31 décembre 2021, la commission de garantie à payer s'établissait respectivement à 28 000 \$ et à néant, et elle était comptabilisée au poste « Intérêts à payer sur la dette à long terme ».

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre et période de neuf mois clos le 30 septembre 2022

(tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens)

19. Informations supplémentaires

Les tableaux ci-dessous présentent la ventilation des résultats des principales entités en exploitation qui composent la CDEV. Les résultats du siège social de la CDEV ainsi que les résultats de CEI et de Financière TMP sont pris en compte dans la catégorie « Autres » :

Période de neuf mois close le 30 septembre 2022							
	CTM (PCGR des É.-U.)	Ajuste- ments selon les IFRS	CTM (IFRS)	SGHC	Autres	Éliminations	Chiffres consolidés
Données tirées de l'état du résultat global							
Produits							
Produits tirés du transport	290 474 \$	155 691 \$ ¹⁾	446 165 \$				446 165 \$
Revenus locatifs	50 192		50 192				50 192
Produits nets tirés du pétrole brut				162 540	-	23 380	185 920
Autres produits/écart de conversion	4 176	585	4 761	6 599	5 420	(1 176)	15 604
	344 842	156 276	501 118	169 139	5 420	22 204	697 881
Charges							
Épuisement et amortissement	77 806	5 554 ²⁾	83 360	12 461	92		95 913
Exploitation et production	132 530	(476)	132 054	21 433	-		153 487
Salaires et avantages du personnel	70 099	1 306 ³⁾	71 405	1 080	1 641		74 126
Autres charges générales et administratives et écart de conversion	5 802	(2 988)	2 814	3 441	8 468	(111)	14 612
	286 237	3 396	289 633	38 415	10 201	(111)	338 138
Charges financières							
Composante capitaux propres de la provision pour fonds utilisés pendant la construction	487 228	(487 228) ⁴⁾	-	-	-	-	-
Autres, montant net	1 450	(1 129)	321	-	-	-	321
Désactualisation		(8 196) ⁴⁾	(8 196)	(2 306)	(33)	-	(10 535)
(Charge) d'intérêts, montant net	(48 894)	51 521 ⁴⁾	2 627	2 889	238 059	(349 310)	(105 735)
	439 784	(445 032)	(5 248)	583	238 026	(349 310)	(115 949)
Bénéfice net avant impôt sur le résultat							
	498 389	(292 152)	206 237	131 307	233 245	(326 995)	243 794
Charge (produit) d'impôt	122 651	(72 003) ⁵⁾	50 648	34 098	-	-	84 746
Bénéfice net	375 738	(220 149)	155 589	97 209	233 245	(326 995)	159 048
Autres éléments du résultat global	20 548 \$	32 807 \$⁶⁾	53 355 \$	- \$	- \$	- \$	53 355 \$
Données tirées de l'état de la situation financière							
Actifs							
Actifs courants	331 795	(20 074) ⁷⁾	311 721	159 603	404 087	(97 564)	777 847
Actifs non courants	23 060 091	(488 160) ⁸⁾	22 571 931	225 635	17 386 638	(17 081 717)	23 102 487
	23 391 886 \$	(508 234) \$	22 883 652 \$	385 238 \$	17 790 725 \$	(17 179 281) \$	23 880 334 \$
Passifs							
Passifs courants	6 173 057	(10 591)	6 162 466	19 331	4 467	(581)	6 185 683
Passifs non courants	8 863 049	142 473 ⁹⁾	9 005 522	101 506	15 944 971	(7 756 677)	17 295 322
	15 036 106 \$	131 882 \$	15 167 988 \$	120 837 \$	15 949 438 \$	(7 757 258) \$	23 481 005 \$
Capitaux propres							
	8 355 780 \$	(640 116) \$ ¹⁰⁾	7 715 664 \$	264 401 \$	1 841 287 \$	(9 422 023) \$	399 329 \$
	23 391 886 \$	(508 234) \$	22 883 652 \$	385 238 \$	17 790 725 \$	(17 179 281) \$	23 880 334 \$

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre et période de neuf mois clos le 30 septembre 2022

(tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens)

19. Informations supplémentaires (suite)

Période de neuf mois close le 30 septembre 2021							
	CTM (PCGR des É.-U.)	Ajuste- ments selon les IFRS	CTM (IFRS)	SGHC	Autres	Éliminations	Chiffres consolidés
Données tirées de l'état du résultat global							
Produits							
Produits tirés du transport	273 047 \$	26 156 \$ ¹⁾	299 203 \$				299 203 \$
Revenus locatifs	47 762		47 762				47 762
Produits nets tirés du pétrole brut				113 429	-	9 857	123 286
Autres produits/écart de conversion	2 222		2 222	2 785	2 143	(1 603)	5 547
	323 031	26 156	349 187	116 214	2 143	8 254	457 798
Charges							
Épuisement et amortissement	76 618	5 940 ²⁾	82 558	24 351	93		107 002
Exploitation et production	121 175	(476)	121 239	17 885	-		139 124
Salaires et avantages du personnel	60 373	1 500 ³⁾	61 873	1 277	1 346		64 496
Autres charges générales et administratives et écart de conversion	4 171	(1 904)	2 267	2 529	6 672	(111)	11 357
	262 877	5 060	267 937	46 042	8 111	(111)	321 979
Charges financières							
Composante capitaux propres de la provision pour fonds utilisés pendant la construction	255 298	(255 928) ⁴⁾	-	-	-	-	-
Autres, montant net	655	(655)	-	-	-	-	-
Désactualisation	-	(5 918) ⁴⁾	(5 918)	(2 068)	(9)	-	(7 995)
(Charge) d'intérêts, montant net	(66 514)	67 795 ⁴⁾	1 281	643	91 655	(215 384)	(121 805)
	190 069	(194 706)	(4 637)	(1 425)	91 646	(215 384)	(129 800)
Bénéfice net avant impôt sur le résultat							
	250 223	(173 610)	76 613	68 747	85 678	(207 019)	24 019
Charge (produit) d'impôt	61 422	(42 795) ⁵⁾	18 627	21 100	-	-	39 727
Bénéfice net	188 801	(130 815)	57 986	47 647	85 678	(207 019)	(15 708)
Autres éléments du résultat global	872 \$	19 531 \$ ⁶⁾	20 403 \$	- \$	- \$	- \$	20 403 \$
Données tirées de l'état de la situation financière							
Actifs							
Actifs courants	434 525	(11 216) ⁷⁾	423 309	121 065	272 943	(82 716)	734 601
Actifs non courants	14 264 126	(85 627) ⁸⁾	14 178 499	313 353	13 289 027	(13 157 156)	14 623 723
	14 698 651 \$	(96 843) \$	14 601 808 \$	434 418 \$	13 561 970 \$	(13 239 872) \$	15 358 324 \$
Passifs							
Passifs courants	982 616	-	982 616	15 107	151 302	(84 006)	1 065 019
Passifs non courants	7 739 888	248 282 ⁹⁾	7 988 170	162 568	12 688 310	(6 766 100)	14 072 948
	8 722 504 \$	248 282 \$	8 970 786 \$	177 675 \$	12 839 612 \$	(6 850 106) \$	15 137 967 \$
Capitaux propres							
	5 976 147 \$	(345 125) \$ ¹⁰⁾	5 631 022 \$	256 743 \$	722 358 \$	(6 389 766) \$	220 357 \$
	14 698 651 \$	(96 843) \$	14 601 808 \$	434 418 \$	13 561 970 \$	(13 239 872) \$	15 358 324 \$

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre et période de neuf mois clos le 30 septembre 2022
(tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens)

19. Informations supplémentaires (suite)

CTM prépare ses états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus des États-Unis (les « PCGR des États-Unis »). Selon les IFRS, une société mère doit préparer des états financiers consolidés en utilisant des méthodes comptables uniformes pour les transactions et événements semblables se produisant dans des circonstances similaires. Par conséquent, CTM a ajusté ses données financières aux termes des PCGR des États-Unis aux fins de conformité avec les IFRS. Ces ajustements comptables sont présentés sous la colonne « Ajustements selon les IFRS » et sont détaillés ci-dessous :

- 1) Produits tirés du transport : Aux termes des PCGR des États-Unis, CTM applique les dispositions de l'ASC 980, *Regulated Operations*, selon laquelle le calendrier de comptabilisation et de traitement de certains produits peut différer de celui prévu par les IFRS. Aux termes des IFRS, les produits sont comptabilisés conformément à IFRS 15. Conformément aux PCGR des États-Unis, CTM comptabilise les produits tirés du transport de façon proportionnelle, en fonction des besoins en produits annuels du réseau TMPL, après ajustement pour les dépenses au titre des éléments de transfert prévus dans la demande visant le règlement avec droits incitatifs (« RDI ») du réseau TMPL. L'écart entre les besoins en produits annuels aux termes du RDI et les droits facturés donne lieu à un ajustement qui sera comptabilisé dans les produits, soit au débit (si les droits facturés sont supérieurs aux besoins en produits aux termes du RDI), soit au crédit (si les droits facturés sont inférieurs aux besoins en produits aux termes du RDI). Selon les IFRS, les produits sont comptabilisés en fonction du volume expédié et des droits facturés, sans ajustement pour perception au-delà ou en deçà des besoins en produits.
- 2) L'amortissement est plus élevé aux termes des IFRS en raison d'immobilisations corporelles plus importantes découlant de la comptabilisation d'une obligation de démantèlement et du coût de mise hors service d'immobilisations correspondant. En raison de l'incertitude considérable entourant le moment et l'étendue de l'abandon, aucune obligation de démantèlement n'est comptabilisée selon les PCGR des États-Unis, donnant lieu à une diminution des actifs et de l'amortissement aux termes des PCGR des États-Unis.
- 3) La charge liée aux salaires et aux avantages du personnel est plus élevée aux termes des IFRS en raison de différences dans la comptabilisation de la charge de retraite entre les deux cadres comptables. Aux termes des IFRS, les réévaluations des actifs et des passifs des régimes sont comptabilisées immédiatement dans les autres éléments du résultat global, alors qu'en vertu des PCGR des États-Unis, certains profits et pertes liés aux régimes sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global et amortis en résultat net sur une plus longue période. De plus, il existe des différences en ce qui a trait à la détermination des coûts financiers et du rendement des actifs des régimes.

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre et période de neuf mois clos le 30 septembre 2022
(tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens)

19. Informations supplémentaires (suite)

4) Selon l'ASC 980 des PCGR des États-Unis, une provision pour fonds utilisés pendant la construction est prise en compte dans le coût des immobilisations corporelles et est amortie sur les périodes futures en tant que composante du coût total de l'actif connexe. La provision pour fonds utilisés pendant la construction se compose d'une composante intérêts et, sur approbation de l'organisme de réglementation, d'une composante coût des capitaux propres, lesquelles sont toutes deux inscrites à l'actif en fonction des taux établis dans un accord avec l'organisme de réglementation. La composante intérêts de la provision pour fonds utilisés pendant la construction entraîne une baisse de la charge d'intérêts alors que sa composante coût des capitaux propres est comptabilisée dans les produits financiers. Aux termes des IFRS, aucune provision pour fonds utilisés pendant la construction n'est comptabilisée, et seuls les intérêts courus sur la dette contractée pour financer les dépenses d'investissement admissibles sont inscrits à l'actif aux termes d'IAS 23 *Coûts d'emprunt*. La désactualisation de l'obligation de démantèlement aux termes des IFRS est également prise en compte dans les ajustements des charges financières selon les IFRS. Il n'y a aucune obligation de démantèlement à désactualiser aux termes des PCGR des États-Unis.

5) L'impôt calculé en vertu des IFRS est moins élevé en raison des ajustements mentionnés plus haut pour les produits, l'amortissement, la charge liée aux salaires et aux avantages du personnel et la provision pour fonds utilisés pendant la construction.

6) Les autres éléments du résultat global calculés conformément aux IFRS diffèrent en raison d'un traitement différent des ajustements au titre des régimes de retraite comptabilisés conformément aux PCGR des États-Unis.

7) Les actifs courants sont inférieurs selon les IFRS, essentiellement en raison d'écarts temporaires entre la comptabilisation des produits aux termes des PCGR des États-Unis et des IFRS.

8) Les actifs non courants sont plus élevés selon les IFRS en raison des ajustements au goodwill et aux immobilisations corporelles. À l'acquisition de CTM, un goodwill a été comptabilisé à hauteur de l'écart entre la juste valeur de la contrepartie payée par rapport à la juste valeur estimative des actifs nets acquis. La juste valeur des actifs nets diffère selon qu'on applique les PCGR des États-Unis ou les IFRS, surtout en ce qui a trait à l'obligation de démantèlement, aux passifs réglementaires et à l'impôt différé lié à l'acquisition. Par suite de l'acquisition, les immobilisations corporelles sont également plus élevées en raison de la comptabilisation de l'obligation de démantèlement et du coût de mise hors service d'immobilisations correspondant. CTM comptabilise aussi le produit tiré de certains contrats (primes liées aux contrats d'achat ferme 50) en tant qu'aide à la construction aux termes de l'ASC 980 des PCGR des États-Unis, ce qui réduit les immobilisations. Cette aide est comptabilisée en tant que produits aux termes des IFRS.

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre et période de neuf mois clos le 30 septembre 2022
(tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens)

19. Informations supplémentaires (suite)

9) Les passifs non courants sont plus élevés selon les IFRS, essentiellement en raison de la comptabilisation d'une obligation de démantèlement. CTM ne comptabilise pas d'obligation de démantèlement aux termes des PCGR des États-Unis, puisque le moment et l'étendue de l'abandon sont indéterminés. En outre, des ajustements sont apportés à l'impôt différé selon les IFRS. Les différences entre les PCGR des États-Unis et les IFRS lors de l'acquisition ont une incidence fiscale connexe qui entraîne une diminution de l'impôt différé à l'acquisition. Par ailleurs, il existe une différence permanente en ce qui a trait à l'impôt sur le résultat différé du fait de différences touchant le bénéfice net et la charge d'impôt comptabilisés.

10) L'effet cumulatif des ajustements des capitaux propres selon les IFRS totalise 640 millions de dollars et l'incidence sur le résultat net de 2022 se chiffre à 220 millions de dollars.

20. Changement apporté au classement

Au 31 décembre 2021, la Corporation a changé le classement des soldes de trésorerie détenus dans les fonds pour abandon futur et fonds lié aux risques, qui sont passés de placements liés au fonds pour abandon futur et au fonds lié aux risques, à trésorerie et équivalents de trésorerie, dans l'état de la situation financière, afin de mieux refléter la nature de l'actif plutôt que son objet. Les chiffres comparatifs ont été reclassés par souci d'uniformité, ce qui a entraîné les changements suivants dans le tableau des flux de trésorerie pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2021 : la variation des placements détenus au titre du fonds pour abandon futur et du fonds lié aux risques est respectivement supérieure de 98 \$ et de 26 906 \$ par rapport à celle présentée précédemment; la trésorerie et les équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période sont respectivement supérieurs de 60 679 \$ et de 33 871 \$ à ceux présentés précédemment; et la trésorerie et les équivalents de trésorerie à la clôture de la période sont supérieurs de 60 777 \$ à ceux présentés précédemment. Le reclassement n'a pas eu d'incidence sur le total de l'actif de la Corporation ni sur son résultat global.

21. Événements postérieurs à la date de clôture

Le 12 octobre 2022, le conseil d'administration de la Corporation a déclaré un dividende à verser au gouvernement du Canada de 40 000 \$, qui a été payé le 19 octobre 2022.